



EVALUATION QUALITY ASSURANCE SYSTEM

Office Of Evaluation
Measuring Results, Sharing Lessons

EVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM) EN MAURITANIE 2011-2015¹

TABLE DES MATIERES

1. Contexte.....	2
1.1. Introduction	2
1.2. Contexte de la Mauritanie	2
2. Raisons de l'Evaluation	6
2.1. Rationnel	6
2.2. Objectifs	7
2.3. Parties prenantes et utilisateurs de l'Evaluation.....	7
3. Sujet de l'Evaluation	8
3.1. Portefeuille d'activités du PAM en Mauritanie	8
3.2. Portée de l'Evaluation	11
4. Question clés de l'Evaluation, Approche et Méthodologie.....	12
4.1. Questions clés de l'Evaluation.....	12
4.2. Analyse de l'évaluabilité du portefeuille.....	14
4.3. Méthodologie	15
4.4. Assurance qualité.....	16
5. Organisation de l'évaluation	16
5.1. Phases et produits.....	16
5.2. Équipe d'évaluation et expertise requise	16
5.3. Rôles et responsabilités.....	17
5.4. Communication.....	18
5.5. Budget.....	18
Annexes	19
Annexe 1. Détails des étapes de l'évaluation	19
Annexe 2. Carte de la Mauritanie	20
Annexe 3. Indicateurs standards du pays.....	21
Annexe 4. Parties prenantes externes	22
Annexe 5. Description détaillée du portefeuille du PAM en Mauritanie	24
Annexe 6. Plans Stratégiques du PAM 2008-2013 et 2014-2017	25
Annexe 7. Bibliographie.....	26
Annexe 8. Plan de communication des produits de l'évaluation	37

¹ Période du 1er Janvier 2011 au 30 Juin 2015.

1. Contexte

1. Le but de ces termes de référence (TOR) est de fournir aux parties prenantes les éléments d'information essentiels sur l'évaluation proposée; de servir de guide à l'équipe d'évaluation et d'indiquer l'état d'avancement attendu aux différentes phases du processus. Les TOR s'articulent comme suit: le chapitre 1 indique le contexte de l'évaluation; le chapitre 2 précise la raison d'être, les objectifs, les parties prenantes et les principaux utilisateurs de l'évaluation; le chapitre 3 décrit le portefeuille d'activités du PAM et définit la portée de l'évaluation; le chapitre 4 recense les principaux points à considérer; le chapitre 5 expose la méthode d'évaluation; et le chapitre 6 indique comment l'évaluation sera organisée (voir les étapes détaillées de l'évaluation en annexe 1). Les annexes fournissent des informations complémentaires sur la Mauritanie et sur le portefeuille du PAM dans ce pays.

1.1. Introduction

2. Les évaluations de portefeuille pays (EPP) couvrent la totalité des activités liées à l'exécution des programmes du PAM pendant une période donnée. Elles mesurent la performance et les résultats obtenus pour l'ensemble du portefeuille et donnent des indications factuelles permettant de prendre des décisions stratégiques concernant le positionnement du PAM dans un pays, les partenaires stratégiques ainsi que la conception et l'exécution des opérations. Les EPP aident les bureaux de pays (BP) à préparer le document «Stratégies du Pays» et fournissent des leçons qui peuvent être utilisées dans la conception de nouvelles opérations.

1.2. Contexte de la Mauritanie

3. Située en Afrique de l'Ouest, la République Islamique de Mauritanie constitue un point de passage entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Couvrant une superficie de 1.030.700 km², la majorité du territoire mauritanien se trouve dans le désert du Sahara et partage ses frontières avec l'Algérie, le Sahara Occidental, le Mali et le Sénégal (carte en annexe 2). La population mauritanienne est estimée à 3,9 million d'habitants en 2012² (dont plus de 50% de femmes), avec une densité très faible, d'environ 3 habitants par km². Le taux d'urbanisation est de 42%³. Le pays connaît une croissance démographique soutenue, d'environ 2,5 %⁴ par an.

4. Pendant la période 2011-2014, la Mauritanie a fait face aux impacts combinés de crises alimentaire et nutritionnelle structurelles ainsi que conjoncturelles, telles que l'afflux de réfugiés, les épidémies et les catastrophes naturelles. Ces crises ont fortement affecté l'environnement social malgré un taux de croissance réel du produit intérieur brut (PIB) estimé à 6,8% en 2013⁵, tiré essentiellement par le volume important des investissements dans le secteur minier, notamment l'or, et par l'importance des ressources halieutiques.

²<http://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL> [archive]

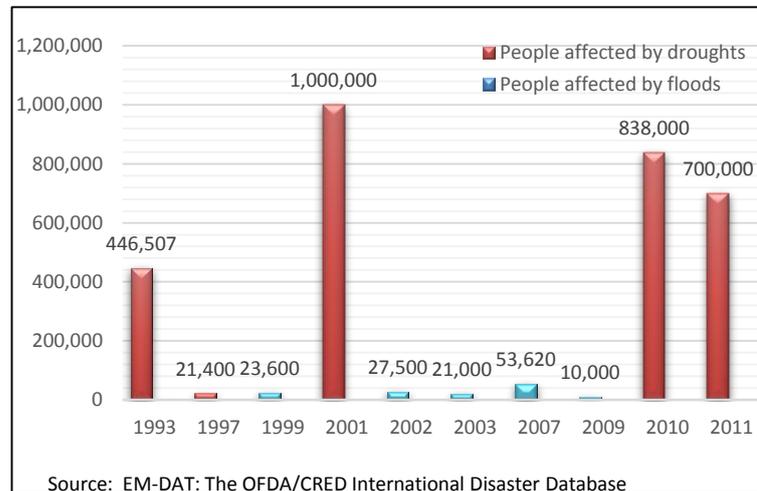
³ Rapport sur le développement Humain, PNUD, 2014

⁴ Ibid.

⁵ *African Economic Outlook, 2014*

5. **Facteurs climatiques.** La Mauritanie présente un environnement typique des régions sahélo-sahariennes d’Afrique de l’Ouest, fortement influencé par les aléas climatiques. Le pays est caractérisé par un régime pluviométrique très fluctuant et globalement déficitaire, des déboisements massifs et l’accélération des érosions éoliennes et hydriques. Les cycles répétés de sécheresse dûs aux déficits pluviométriques et à la dégradation des ressources naturelles affectent les capacités productives des populations rurales dépendantes pour la plupart d’activités agropastorales (voir graphe 1). Les inondations pénalisent les zones urbaines en temps de pluie. Cette extrême vulnérabilité aux conditions climatiques est reflétée dans l’Indice de Performance Environnementale (IPE) qui classe le pays au 165^e rang sur 178 pays en 2014⁶.

Graphe 1. Catastrophes naturelles



6. **Pauvreté.** La Mauritanie est classée parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et les pays les moins avancés (PMA), et se situe dans la catégorie à faible développement humain. La Mauritanie vient en 161^e position des 187 pays considérés dans l’Indice de Développement Humain (IDH)⁷ et en 142^e position concernant l’Indice d’Inégalité de Genre (IIG)⁸ avec 0,644. L’incidence de la pauvreté reste élevée. Ainsi, 62% des ménages mauritaniens vivent dans la pauvreté, dont 42% dans l’extrême pauvreté⁹. Le milieu rural contribue grandement à la pauvreté nationale avec 59% des ménages ruraux vivant en dessous du seuil de pauvreté (21% pour les ménages urbains).

7. **Sécurité alimentaire.** La problématique de la sécurité alimentaire en Mauritanie est fondamentale. Elle résulte notamment de la pauvreté, de la dégradation environnementale et des chocs cycliques. De récentes enquêtes ont déterminé que 14,5% de la population est permanentement en insécurité alimentaire (dont 6% en insécurité alimentaire sévère)¹⁰. Le nombre de ménages en insécurité alimentaire s’accroît pendant les périodes de soudure (24,8% dont 9,2% sous forme sévère). La crise alimentaire de 2011-2012 a fortement affecté les ménages avec respectivement 32,2% et 12,5% d’entre eux en situation d’insécurité alimentaire modérée ou sévère. L’absence réelle de productivité des terres sur environ 80% du territoire national situé en zone aride et l’insuffisance des moyens de production, particulièrement pour les femmes, dont la majorité a rarement accès à la terre, aux crédits et a peu de pouvoir de décision, contribuent à un déficit céréalier structurel de l’ordre de 300.000 tonnes par an, soit environ 70% des besoins globaux en céréales. Ce déficit est couvert

6 <http://epi.yale.edu/epi/country-rankings>

7 <http://hdr.undp.org/fr/countries>

8 Ibid.

9 Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV), 2008

10 Documents de projet du PAM et, séries CSA FSMS 2009–2013

essentiellement par les importations commerciales (environ 30,5% du total des importations)¹¹.

8. Santé et Nutrition. Des nombreux défis persistent pour relever les indicateurs sociaux (annexe 3) dont certains méritent une attention particulière. En 2012, l'espérance de vie à la naissance était de 61 années (59,9 ans pour les hommes et 62,9 ans pour les femmes)¹², et les taux de mortalité infanto-juvénile et de mortalité infantile au niveau national étaient, respectivement, de 84 (96 pour les garçons; 76 pour les filles) et 65 pour mille¹³. La mortalité maternelle est estimée à 510 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes¹⁴. Le profil sanitaire est dominé par les maladies transmissibles dont le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA. En 2011, le taux de prévalence du VIH/SIDA était de 0.70% (estimé à 0.4% en 2012)¹⁵, pour une cible des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de moins de 1% en 2015 déjà atteinte.

9. Les déséquilibres nutritionnels, en particulier chez le couple mère-enfant, sont également prépondérants. La Mauritanie est caractérisée par une situation nutritionnelle préoccupante, aggravée par un environnement hostile, ce qui engendre une augmentation de la prévalence des pathologies nutritionnelles, notamment chez les enfants de moins de 5 ans. Ainsi, 20,3% et 3.5% d'entre eux souffrent respectivement de malnutrition modérée ou sévère, et 22% de malnutrition chronique¹⁶. En période de crise, certaines régions atteignent parfois des seuils de malnutrition aiguë globale supérieurs au seuil d'urgence de 15%¹⁷. De 40 à 67% des femmes enceintes sont porteuses d'anémie (environ 40% pour les enfants de moins de 5 ans) et 30,9% de la population a des troubles liés à une carence en iode¹⁸.

10. Education. Concernant l'éducation, le taux brut de scolarisation (TBS) s'établit à 96,7% (le ratio filles/garçons étant de 105,3%)¹⁹, avec des disparités régionales. La probabilité d'accéder à l'école est plus élevée en milieu urbain (87%) que rural (64%). En ce qui concerne l'alphabétisation des jeunes, le taux est passé de 56,1% en 2007 à 68% en 2010²⁰. Cependant, des disparités importantes persistent entre les hommes et les femmes (75,5% et 64,1%, respectivement) et entre les milieux de résidence (73,3% en milieu urbain contre 50,3% en milieu rural).

11. Réfugiés. Sur le plan sécuritaire, le principal risque reste le terrorisme et l'insécurité transfrontalière, qui se sont accrus avec le conflit dans le nord du Mali qui, par ailleurs, a provoqué un afflux important de réfugiés dans le pays. Plus de 100.000 réfugiés²¹ maliens fuyant les hostilités dans leur pays d'origine se sont installés depuis janvier 2012 à Mbéra, dans la région du Hodh el Chargui. Cette situation constitue un poids démographique considérable pour environ 45.000 habitants de la région, aux maigres ressources disponibles et avec un accès faible aux services sociaux de base. Le HCR prévoit 75.000 réfugiés et demandeurs d'asile (dont 48.000 maliens) en 2015²².

11 Données du Ministère du Développement Rural, 2013

12 Banque Mondiale, 2012

13 Statistiques de l'UNICEF, 2013

14 Rapport sur le développement Humain, PNUD, 2014

15 ONUSIDA, 2012

16 Statistiques de l'UNICEF, 2013

17 Ibid.

18 Statistiques du Ministère de la Santé, 2013

19 Banque Mondiale, 2012

20 Ibid.

21 Processus d'appel consolidé, CAP Mauritanie, 2013

22 *Mauritania Refugees data overview*, HCR, Janvier 2015

Environ 13.000 réfugiés mauritaniens, n'ayant pas participé au rapatriement librement consenti achevé en mars 2012, sont encore enregistrés au Sénégal.

12. Politiques nationales. Les principales politiques du gouvernement s'articulent dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté dont le dernier plan d'action couvre la période 2011-2015 (CSLP III)²³.

13. La promotion du genre fait partie des priorités de développement du pays et est intégrée dans le CSLP III. La majorité des politiques sectorielles existantes font de la promotion du statut social et économique de la femme une de leurs thématiques transversales. La volonté politique du gouvernement en faveur de l'amélioration du statut socio-économique de la femme est manifeste²⁴: la majorité des instruments juridiques internationaux a été ratifiée et mise en oeuvre. En matière de représentation politique, 22.1% des sièges au Parlement sont occupés par des femmes, depuis les élections législatives de novembre 2013 (contre 19% pour la législature précédente).

14. Une Stratégie Nationale de la Sécurité Alimentaire a été adoptée en 2012. Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) est l'organisme national chargé de coordonner les activités du secteur. Le programme de solidarité Emel, lancé la même année, a permis à plus d'un million de personnes de bénéficier des subventions sur les prix des denrées alimentaires, par le biais des "boutiques de solidarité" couplées à des programmes de santé et de nutrition infantile. Le programme Emel prévoit aussi la sécurisation de stocks alimentaires villageois de sécurité (SAVS), et sa révision a été engagée en vue d'un meilleur ciblage.

15. Le pays a renforcé son dispositif réglementaire et institutionnel environnemental en 2011-2013. La dimension environnementale est incorporée dans les stratégies et programmes de développement. La gouvernance environnementale est renforcée²⁵, de même que les capacités de mise en oeuvre des différents accords multilatéraux sur l'environnement, avec une veille sur les changements climatiques. Ainsi, le pays dispose d'un Fonds d'Adaptation aux Changements Climatiques qui soutient la Déclaration Politique de l'Environnement et du Développement Durable (Mars 2011) et le Plan d'Action National de l'Environnement (2012-2016).

16. Le pays dispose d'un Plan d'Action Inter-sectoriel pour la Nutrition (PAIN 2011-2015)²⁶ et d'un Protocole National de Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë (Décembre 2011). Depuis mai 2011, la Mauritanie est engagée dans le mouvement *Scaling Up Nutrition* (SUN) et le partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH)²⁷, et participe aussi à l'étude sur le coût de la faim.

23 Le CSLP III (2011-2015) a quatre axes prioritaires: i) accélérer la croissance économique; ii) réduire la pauvreté et les inégalités; iii) développer les ressources humaines et l'accès aux infrastructures essentielles; et iv) promouvoir la bonne gouvernance et la participation de tous les acteurs de la lutte contre la pauvreté.

24 *African Economic Outlook, 2014*

25 Ibid.

26 Le Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition (PAIN) a pour but de : i) promouvoir la nutrition et la sécurité alimentaire auprès des ministères concernés, des bailleurs de fonds et des partenaires de la nutrition; ii) identifier et regrouper les interventions concernées avec les causes directes et sous-jacentes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire; iii) opérationnaliser les mécanismes de leur mise en oeuvre; iv) définir les mécanismes de suivi et évaluation et v) estimer les coûts d'exécution.

27 *Renewed Efforts Against Child Hunger* (REACH): Initiative lancée en Mauritanie en 2009 par le PAM, l'UNICEF, la FAO et l'OMS. Cette initiative a conduit à l'établissement du Conseil National pour la Nutrition présidé par le Premier Ministre.

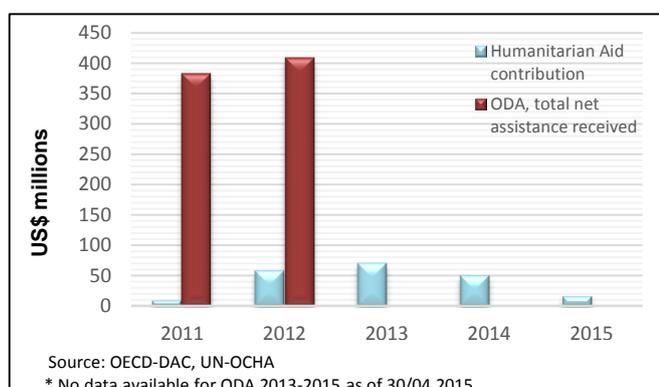
17. Concernant l'éducation, le gouvernement a adopté une réforme qui est à l'origine de la stratégie sectorielle éducative intégrée au CSLP III. La mise en oeuvre opérationnelle de cette stratégie repose sur un programme sectoriel, dont les orientations s'inscrivent dans le troisième axe prioritaire relatif au développement des ressources humaines et à l'accès aux infrastructures essentielles. L'initiative «Fast-Track» de la Banque Mondiale a été adoptée pour renforcer la cohérence des politiques du gouvernement dans ce domaine.

18. La Mauritanie est partie à la Convention de 1951 sur les réfugiés et à son Protocole de 1967. Elle travaille actuellement à la mise en place d'un système national d'asile avec l'appui du HCR. Les acteurs humanitaires travaillent en collaboration étroite avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et un comité de suivi désigné par les autorités. L'équipe humanitaire dans le pays et les ONG nationales et internationales tiennent également des réunions régulières de coordination.

19. Assistance internationale.

Le graphe 2 présente l'assistance publique au développement reçue dans le pays en 2011-2015²⁸, qui représente environ 10% du PIB en 2011-2012. Les contributions à l'assistance humanitaire étaient de \$203 millions en 2011-2015²⁹. Pendant la même période, les principaux donateurs bilatéraux étaient l'Union Européenne, la France, le Fonds Arabe pour le développement économique et social, l'Association pour le Développement International (Banque Mondiale) et le Fonds Monétaire International³⁰.

Graphe 2. Assistance internationale en 2011-2015



2. Raisons de l'Evaluation

2.1. Rationnel

20. La Mauritanie a été sélectionnée pour une évaluation indépendante conduite par le Bureau de l'Evaluation (OEV). Cet exercice fait partie des évaluations de portefeuille de pays portant sur l'ensemble des activités du PAM pendant une période donnée. Selon des critères de sélection définis pour les EPP et après des consultations avec le Bureau Régional, la présente évaluation a été identifiée et prévue dans le plan de travail 2015 d'OEV.

21. Dans le cas de la Mauritanie, le portefeuille des activités du PAM est assez important, avec 12 opérations d'assistance alimentaire mises en oeuvre au cours de la période sous revue en utilisant des modalités variées (distributions en nature, transferts monétaires/coupons alimentaires³¹). L'EPP sera utile pour orienter la stratégie et les priorités du PAM en Mauritanie et contribuera à la préparation de

²⁸ Données ODA non disponibles pour 2013, 2014 et 2015

²⁹ Contributions à l'assistance humanitaire tel que disponibles le 30 avril 2015

³⁰ OECD-DAC, Banque Mondiale.

³¹ "Cash and vouchers"

documents stratégiques et opérationnels. Elle permettra aussi de tirer des enseignements susceptibles de présenter un intérêt plus large pour le PAM au niveau global. L'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en Mauritanie portera sur la période 2011-2015. Le rapport final de l'évaluation sera disponible en mars 2016 pour ainsi contribuer au débat pendant la session du Conseil d'Administration du PAM en juin 2016 (voir annexe 1).

2.2. Objectifs

22. L'EPP a un double objectif, à savoir, de rendre compte des performances passées et d'en tirer les enseignements pour le futur:

- évaluer et faire connaître la performance et les résultats du portefeuille d'activités dans le pays compte tenu du mandat du PAM et des défis et enjeux de l'assistance humanitaire et du développement en Mauritanie; et
- déterminer les raisons des réussites/échecs constatés, en tirer les enseignements et partir de ce constat pour faire des recommandations qui permettront au bureau de pays du PAM de se positionner en Mauritanie, de former des partenariats stratégiques et d'améliorer le cas échéant la conception et l'exécution des opérations. Ce dernier objectif fera l'objet d'une attention plus soutenue de la part des évaluateurs afin de consolider les processus de planification stratégique.

2.3. Parties prenantes et utilisateurs de l'Evaluation

23. Les principaux utilisateurs de cette évaluation sont le BP du PAM en Mauritanie et ses partenaires. L'EPP contribuera à la préparation des futures opérations, priorités et stratégies de pays.

24. Le tableau ci-dessous présente une liste initiale des parties prenantes ainsi que leurs intérêts pour l'évaluation. Une liste plus détaillée des parties prenantes externes est présentée en annexe 4. Une analyse plus approfondie sera développée par l'équipe d'évaluation lors de la phase initiale. Comprendre les partenaires clés, leurs priorités et intérêts est déterminant pour répondre à certaines questions de l'évaluation.

Tableau 1. Parties prenantes de l'évaluation

Parties Prenantes	Intérêt dans l'Evaluation de Portefeuille du PAM en Mauritanie
Parties prenantes internes	
Bureau de Pays du PAM en Mauritanie (BP)	Le BP est intéressé par l'évaluation en tant que responsable de la mise en oeuvre des interventions du PAM en Mauritanie. L'évaluation lui permettra de repositionner le PAM par rapport au contexte national et de réajuster ses interventions. Elle servira aussi pour formuler les documents stratégiques du PAM.
Le Bureau Régional à Dakar et les unités techniques du Siège du PAM	Le Bureau Régional va tirer les enseignements de l'évaluation afin d'en faire bénéficier les autres opérations. Les résultats de l'évaluation de portefeuille en Mauritanie et améliorer leur approche régionale. Les unités techniques seront intéressées par les conclusions de l'évaluation du portefeuille d'activités en Mauritanie.
Le Conseil d'Administration du PAM	Les résultats de l'évaluation du portefeuille en Mauritanie seront présentées au Conseil d'Administration du PAM en Juin 2016 pour rendre compte de la performance du portefeuille d'activités du PAM en Mauritanie (2011-2015).
Parties prenantes externes	
Bénéficiaires (femmes et hommes).	En tant qu'ultimes récipiendaires de l'assistance alimentaire, les bénéficiaires ont intérêt à connaître les résultats de l'évaluation car ils constituent la mémoire du PAM en Mauritanie. Ils seront consultés durant le processus notamment, pendant la mission sur le terrain.
Le Gouvernement Mauritanien	Le Gouvernement est directement intéressé de connaître la manière dont les activités du PAM sont alignées avec ses priorités et celles des autres partenaires. Plusieurs Ministères sont des partenaires directs du PAM au niveau politique et opérationnel. Les structures décentralisées aux niveaux régional et local sont x intéressées par les performances des activités du PAM et les leçons à apprendre de l'évaluation.
Equipe-Pays des Nations-Unies en Mauritanie	Le PAM collabore avec plusieurs agences des Nations Unies. Elles seront directement intéressées par les résultats l'évaluation, notamment dans le cadre global de l'UNDAF. Les agences des NU (notamment le HCR, l'UNICEF et la FAO) ont tout intérêt à ce que les opérations du PAM contribuent effectivement aux efforts communs dans le pays.
Organisations Non Gouvernementales (internationales, nationales et locales)	Plusieurs ONGs mènent des activités axées sur la nutrition, l'éducation, la sécurité alimentaire, etc. Celles qui collaborent avec le PAM seront intéressées par les performances des activités, les accords de partenariats et l'orientation stratégique future du PAM.
Bailleurs de fonds	Les donateurs attendent avec intérêt les résultats de l'EPP notamment pour savoir si les fonds investis dans les opérations ont été dépensés efficacement et s'ils ont contribué à atteindre les objectifs fixés.

3. Sujet de l'Evaluation

3.1. Portefeuille d'activités du PAM en Mauritanie

25. Le PAM est présent en Mauritanie depuis 1963 avec une soixantaine d'opérations de toutes catégories³². Depuis 2011, le PAM a mis en oeuvre 12 opérations dont trois sont actuellement en cours (voir tableau 2 et l'annexe 5). Les opérations du PAM en Mauritanie contribuent aux objectifs stratégiques du PAM (OS) tel que définis dans les Plans Stratégiques du PAM³³ (voir annexe 6).

26. Le portefeuille d'activités évalué a effectivement reçu des contributions s'élevant à un budget total de \$282 millions pour des besoins évalués à \$553 millions, soit 51% des contributions reçues au cours de la période (voir tableau 2 sur le portefeuille du PAM par année, incluant le financement des opérations). Pendant la période évaluée, le PAM a assisté 2,1 million de personnes et distribué 85.169 tonnes métriques à travers ses programmes.

³² Se référer à la librairie préliminaire pour la liste détaillée des projets.

³³ Plans Stratégiques du PAM 2008-2013 et 2014-2017

Tableau 2. Portefeuille du PAM par année, incluant le financement des opérations

Operation	Time Frame	2011	2012	2013	2014	2015	SO
SO 200803	Jan 2015 - Dec 2015					Req: 1,297,766 Rec: n.a. Funded: 24%	1
PRRO 200640	Jul 2014 - Dec 2016					Req: 87,817,675 Rec: 17,339,114 Funded: 20%	1,3,4
PRRO 200474	May 2013 - Jun 2014			Req: 31,856,410 Rec: 20,622,679 Funded: 65%			1,3
EMOP 200438	Jun 2012 - Dec 2012 + 7 BR extended to Dec 2015				Req: 200,162,000 Rec: 137,357,418 Funded: 69%		1
SO 200424	Jun 2012 - Nov 2012		Req: 5,009,671 Rec: n.a. Funded: n.a.				n.a.
SO 200406	March 2012 - Aug 2012 + 4 BR extended to Dec 2014				Req: 17,489,682 Rec: 13,835,844 Funded: 79%		n.a.
EMOP 200333	Feb 2012 - Dec 2012 + 3 BR extended to April 2013		Req: 53,830,677 Rec: 35,363,142 Funded: 66%				1
IR-EMOP 200401	Feb 2012 - May 2012		Req: 1,499,194 Rec: 1,218,290 Funded: 81%				n.a.
CP 200251	Jan 2012 - Dec 2016				Req: 78,581,975 Rec: 8,896,337 Funded: 11%		2,4,5
IR-EMOP 200370	Nov 2011 - Jan 2012		Req: 130,272 Rec: 112,492 Funded: 86%				n.a.
IR-EMOP 200034	Aug 2011 - Oct 2011		Req: 498,726 Rec: 418,982 Funded: 84%				1
CP 102090	Jan 2003 - Dec 2008 + 8 BR extended to Dec 2011	Req: 70,799,619 Rec: 50,509,939 Funded: 71%					2,3,4
Direct Expenses (US\$ millions)		11,885	31,008	35,365	n.a.	n.a.	
% Direct Expenses: Mauritania vs. WFP World		0.32%	0.75%	0.83%	n.a.	n.a.	
Food Distributed (MT)		11,213	31,302	25,271	17,383	n.a.	
Total of Beneficiaries (actual)		323,074	764,726	541,396	475,422	n.a.	

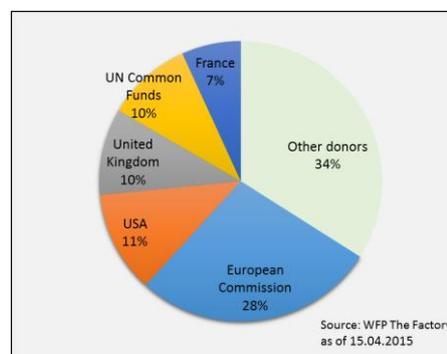
Source: last SPR available, Resource Situations 30.04.2015, APR 2010 - 2013

* Requirements (Req.) and Contributions Received (Rec.) are in US\$

27. Le graphe 3 indique la répartition des principaux donateurs du PAM en Mauritanie (Union Européenne, Etats-Unis, Royaume-Uni, Fonds Communs des Nations Unies et France).

28. Les interventions du PAM sont basées sur la Stratégie de Pays du PAM en Mauritanie pour 2011-2016³⁴. Celle-ci est axée sur trois priorités : i) améliorer la coordination et la consultation; ii) réduire les risques et renforcer les capacités nationales en matière de préparation aux crises; et iii) investir dans le capital humain à travers des programmes de filets de sécurité. La stratégie du PAM contribue aux priorités du gouvernement à travers le Cadre d'Assistance des Nations Unies pour le Développement (UNDAF 2012-2016).

Graphe 3. Principaux donateurs du PAM en Mauritanie (2011-2015)



29. Les opérations mises en œuvre par le PAM comprennent le précédent programme de pays (CP 102090), clôturé en décembre 2011, qui est suivi du programme de pays en cours (CP 200251), couvrant la période 2012-2016. Le CP 200251 propose des filets de sécurité pour renforcer la nutrition, l'éducation et la résilience des groupes cibles. Il a 3 composantes qui contribuent à: i) réduire la prévalence de la malnutrition aiguë dans les zones vulnérables à travers des programmes nutritionnels ciblés dans les centres de récupération nutritionnelle (CRENAM) et à travers l'éducation nutritionnelle; ii) améliorer l'accès à l'éducation primaire dans les zones vulnérables à travers les cantines scolaires; et iii) réduire les risques et renforcer la résilience des populations vulnérables affectées par des chocs

34 WFP Country Strategy Mauritania (2011-2016)

climatiques récurrents. De plus, des activités visant à renforcer les capacités nationales et locales (formulation de politiques, stratégies de transfert de responsabilités et formations) sont intégrées dans les trois composantes.

30. Pendant la même période, un appui alimentaire ciblé en nature ou par transferts monétaires a permis d'assister des populations en insécurité alimentaire à travers des opérations du PAM dans le pays ou au niveau régional. En complément à cet appui, le PAM met en œuvre des interventions nutritionnelles visant à prévenir et traiter la malnutrition aiguë. Ces activités ont été menées dans le cadre d'opérations d'urgence ou de secours et de redressement (IR-EMOP 200034, IR-EMOP 200401, EMOP 200333, EMOP 200438, IPSR 200474 et IPSR 200640) pour répondre aux crises liées à: i) la hausse des prix alimentaires; ii) la sécheresse dans le Sahel; iii) la violence dans le nord du Mali, et pour renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ces opérations prévoient le renforcement de capacités par la formation, la préparation aux urgences et le soutien aux systèmes d'alerte précoce aux niveaux central, institutionnel et communautaire. En 2011, l'IR-EMOP 200370 a permis de mettre en place des activités pour renforcer la préparation en réponse à la hausse des prix des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest.

31. Pendant la période considérée, le PAM a également exécuté des opérations spéciales pour assurer la coordination et l'appui logistique à la communauté humanitaire (OS 200424) et les services aériens humanitaires (SO 200406 et 200803).

32. L'EPP examinera le degré d'application des recommandations des précédentes évaluations des activités du PAM en Mauritanie, dont les plus récentes concernent l'EMOP 200333 en 2012-2013, et l'EMOP régionale 200438 mise en œuvre en réponse à la crise malienne (incluant le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger). D'autres évaluations sont antérieures à la période évaluée, notamment l'évaluation décentralisée de l'IPSR 106050³⁵ et l'évaluation des activités du PAM en Mauritanie en 2010³⁶.

33. En général, ces évaluations ont reconnu le rôle essentiel de l'alimentation scolaire sur l'amélioration de l'inscription, la fréquentation et la rétention scolaire ainsi que la diminution des taux de malnutrition dans les zones ciblées. Néanmoins, elles conviennent que des efforts sont nécessaires pour renforcer les capacités de la contrepartie nationale et locale et des communautés. Les interventions nutritionnelles ont produit de bons résultats. Cependant, l'appui du PAM n'a pu être mesuré de façon crédible du fait de données peu fiables au niveau des institutions bénéficiaires et d'un partenariat jugé inefficace. Les évaluations ont montré que l'appui du PAM au développement rural était pertinent et qu'il avait atteint ses objectifs en terme d'implication des femmes. De la perspective des bénéficiaires, cette assistance a aussi démontré que l'amélioration de la sécurité alimentaire passait nécessairement par l'accès des femmes à la propriété foncière. Les SAVS et les activités de création d'actifs soutenus par le PAM sont considérés comme particulièrement efficaces pour renforcer la sécurité alimentaire des ménages, et notamment, lorsqu'ils sont dotés de comités de gestion proactifs. Toutefois, les évaluations ont établi qu'il était indispensable de poursuivre l'organisation et les formations en gestion desdits comités.

³⁵ En Février 2010

³⁶ Evaluation commissionnée par le Bureau de Pays, Novembre 2010.

34. L'équipe d'évaluation aura également accès aux évaluations globales des politiques du PAM³⁷. Le rapport d'évaluation de la politique de genre du PAM³⁸ permettra aux évaluateurs d'envisager une analyse de la dimension genre dans le portefeuille du PAM en Mauritanie sous le prisme: i) des capacités du staff et des partenaires du PAM à l'intégrer dans les programmes; ii) de son inclusion dans les systèmes de suivi/évaluation; iii) du suivi et des rapports des aspects sexo-spécifiques; et iv) de sa promotion auprès des partenaires et instances décisionnelles nationales. L'équipe pourra aussi consulter le rapport d'évaluation consacré au module mondial de la logistique³⁹. Celle-ci a confirmé que l'amélioration des approches touchant la logistique contribuait à renforcer l'exécution des programmes et accentuait les retombées positives pour les bénéficiaires. L'équipe d'évaluation aura également accès à la série d'évaluations sur l'impact des activités de création d'actifs⁴⁰ et aux manuels du PAM⁴¹ en la matière pour évaluer la pertinence des processus, outils et modalités utilisés par le PAM en Mauritanie et la mesure dans laquelle ceux-ci ont été conformes aux objectifs initialement fixés.

35. Par ailleurs, le Bureau du PAM en Mauritanie a fait l'objet d'une inspection de ses opérations en 2013⁴². Celle-ci a recommandé la nécessité de consolider les processus internes de gestion et de contrôle des opérations. Par rapport à l'opération des réfugiés, il a été établi que la collaboration devait être renforcée entre le PAM, le HCR et le partenaire d'exécution⁴³, et les rôles clarifiés pour remédier notamment aux difficultés relatives aux obligations redditionnelles⁴⁴ pour la chaîne des approvisionnements⁴⁵, le suivi des distributions et les différents rapports.

3.2. Portée de l'Évaluation

36. L'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en Mauritanie couvrira la période 2011-2015⁴⁶ (soit 4 ans et 1/2). L'évaluation portera sur la Stratégie de Pays du PAM pour la période 2011-2016 et sur toutes les opérations décrites au chapitre 3.1. D'après le principe des procédures des EPP, l'évaluation couvre le portefeuille dans son ensemble⁴⁷, son évolution dans le temps, ses performances et la mesure dans laquelle le PAM s'est positionné de manière stratégique en Mauritanie. Ainsi, l'évaluation examinera la relation entre la Stratégie de Pays du PAM (2011-2016) et a) l'UNDAF 2011-2016, b) le portefeuille d'activités du PAM, et c) les politiques globales du PAM.

37. L'évaluation couvrira les 8 régions géographiques ciblées par le portefeuille d'activités (Trarza, Brakna, Gorgol, Assaba, Tagant, Guidimagha, Hodh El Gharbi et Hodh Charghi) (voir carte en annexe 2).

37 Se référer à la bibliographie pour la liste exhaustive.

38 *WFP's Global Gender Policy Evaluation*, 2013

39 Évaluation consacrée au module mondial de la Logistique, 2012

40 *Synthesis Report of the Evaluation Series on the Impact of Food for Assets (2002 – 2011) and lessons for building livelihoods resilience*, 2014.

41 *Programme Guidance Manual on Food Assistance for Assets (FFA PGM)*.

42 *Inspection Report IR/01/2013*

43 Accord tripartite PAM, HCR et partenaire d'exécution, 2012

44 "Accountability"

45 *WFP supply chain*

46 L'EPP couvrira précisément la période du 1er Janvier 2011 au 30 Juin 2015.

47 Les opérations ne seront pas évaluées individuellement.

38. L'EPP examinera également l'ensemble des études, enquêtes et analyses effectuées par le PAM en collaboration avec ses partenaires pendant la période d'évaluation, la participation du PAM aux processus stratégiques pour ainsi déterminer, d'une part, l'étendue de sa contribution à ses priorités et objectifs globaux et, d'autre part, dans quelle mesure il s'est positionné d'un point de vue stratégique en Mauritanie.

39. Le tableau 3 présente la répartition des principales activités du portefeuille, notamment les distributions générales (45%), les cantines scolaires (29%), les programmes nutritionnels (18%) et les programmes de création d'actifs, vivres-contre-travail et vivres pour la formation (8%). L'évaluation analysera également les modalités d'intervention, notamment les transferts monétaires/coupons alimentaires.

Tableau 3. Activités du portefeuille du PAM

Operation	Activity	HIV/AIDS	School feeding	Nutrition	GFD	FFW/FFT/FFA	Cash/Vouchers
SO 200803							
PRRO 200640				X	X	X	X
PRRO 200474				X	X	X	X
EMOP 200438			X	X	X		
SO 200424							
SO 200406							
EMOP 200333				X	X	X	X
IR-EMOP 200401					X		
CP 200251			X	X		X	
IR-EMOP 200370 *							
IR-EMOP 200034					X		X
CP 102090		X	X	X	X	X	
Planned % of beneficiaries		0.1%	21%	20%	44%	14%	22%
Actual % of beneficiaries		0%	29%	18%	45%	8%	20%

Source: WFP Dacota 30.04.2015

* Activities focused on the analysis of the food security situation

40. L' EPP prendra en compte les achats et la logistique du PAM pendant la période examinée pour en étudier la performance et les résultats. Les opérations spéciales seront évaluées dans la mesure où elles contribuent aux résultats des opérations du PAM. L'évaluation mettant l'accent sur l'efficacité de l'assistance du PAM (voir les questions clés de l'évaluation), il est important d'analyser ces opérations du fait de leur rôle de soutien aux opérations et de ses partenaires.

41. Etant donné la complexité du portefeuille d'activités et des zones d'exécution des opérations, la portée de l'évaluation sera discutée entre l'équipe d'évaluation, OEV et le Bureau de Pays pendant la phase préparatoire (inception) et restituée par l'équipe d'évaluation dans le rapport initial.

4. Question clés de l'Evaluation, Approche et Méthodologie

4.1. Questions clés de l'Evaluation

42. L'EPP permettra de répondre aux trois grandes questions, qu'il appartiendra à l'équipe d'évaluation d'élaborer plus en détail, dans une matrice d'évaluation, au moment de la phase initiale. Ces questions permettront de dégager les principaux

enseignements de la présence du PAM en Mauritanie et de mesurer les résultats obtenus – tous les éléments qui pourraient s’avérer utiles pour définir les stratégies futures et prendre des décisions opérationnelles. Il est à noter que la troisième question constitue la partie la plus grande de l’enquête et du rapport d’évaluation.

43. Question 1: Alignement et positionnement stratégiques du portefeuille du PAM: En tenant compte des besoins du pays, dans quelle mesure le PAM en Mauritanie s’est-il bien positionné d’un point de vue stratégique ? A-t-il aligné ses activités sur les stratégies du gouvernement et des partenaires? Evaluer la mesure dans laquelle:

- i. les principaux objectifs du portefeuille et les activités connexes ont répondu aux besoins des hommes et des femmes les plus vulnérables du pays dans les domaines humanitaire et de développement, et ont correspondu aux priorités et capacités du pays;
- ii. les objectifs du portefeuille ont été en adéquation avec l’ordre du jour et les politiques nationales et sectorielles;
- iii. les objectifs ont été cohérents et harmonisés avec ceux des partenaires (multilatéraux, bilatéraux et ONG);
- iv. le PAM a procédé à un alignement stratégique de ses activités et s’est positionné dans les domaines où il pouvait avoir le plus d’effet; et
- v. le PAM a procédé à un alignement stratégique entre les stratégies nationales d’une part, et la mission du PAM, ses plans stratégiques et ses politiques institutionnelles, d’autre part;
- vi. le PAM a élaboré et exécuté une stratégie efficace de partenariat et de mobilisation des ressources en cohérence avec celles des donateurs et du Gouvernement. Le PAM a-t-il efficacement appréhendé les risques relatifs à la mobilisation des ressources et au partenariat?

44. Question 2: Quels facteurs ont motivé les choix stratégiques? Comment et pourquoi le PAM en Mauritanie a-t-il effectué ses choix stratégiques? Quels sont les facteurs qui ont effectivement influencé les décisions du PAM en Mauritanie? Déterminer les choix stratégiques, en appréciant la mesure dans laquelle le PAM:

- i. a analysé les questions liées à la faim, à la sécurité alimentaire et à la nutrition sur le plan national – y compris les questions de genre, ou utilisé les analyses disponibles pour comprendre les principaux enjeux de la faim dans le pays;
- ii. a contribué à inscrire ces questions à l’ordre du jour national, à élaborer des stratégies pertinentes avec le gouvernement ou des partenaires, et à renforcer les capacités nationales dans le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- iii. s’est positionné comme partenaire stratégique du gouvernement, des partenaires multilatéraux et bilatéraux, et des ONG, dans certains domaines spécifiques à préciser; et
- iv. a répertorié les facteurs ayant conduit aux choix effectués (avantage comparatif perçu, stratégies institutionnelles, facteurs politiques nationaux, ressources⁴⁸, mode d’organisation, modalités d’assistance – en nature, cash ou coupons alimentaires, données de suivi, etc.) afin de comprendre les déterminants de la Stratégie Pays du PAM en Mauritanie, et de déterminer comment les prendre en compte et les gérer lors de l’élaboration d’une Stratégie de Pays.

⁴⁸ Voir paragraphe 43/vi.

45. Question 3: Quels ont été la performance et les résultats du portefeuille du PAM ? Examiner notamment:

- i. la pertinence des interventions par rapport aux besoins des hommes et des femmes du pays;
- ii. le degré d'efficacité, d'efficacités, de portée et de pérennité des principales activités du programme du PAM et les facteurs expliquant les résultats obtenus (y compris ceux ne relevant pas du PAM);
- iii. le degré de synergie et l'effet multiplicateur entre des activités similaires entrant dans le cadre de différentes opérations et les diverses activités principales, quelles que soient les opérations concernées; et
- iv. le degré des synergies et la multiplication des possibilités de collaboration avec les partenaires (multilatéraux, bilatéraux et ONG) sur le plan opérationnel.

4.2. Analyse de l'évaluabilité du portefeuille

L'évaluabilité, est la mesure dans laquelle une activité ou un programme peut être évalué de façon fiable et crédible. Cela nécessite qu'une politique, une intervention ou une opération soit assortie: a) d'une description claire de la situation de départ, qui pourra servir de point de référence pour apprécier ou mesurer le changement; b) d'un énoncé clair des effets directs escomptés, c'est-à-dire des changements souhaités qui devraient pouvoir être observés une fois la mise en oeuvre commencée ou achevée; c) d'un ensemble d'indicateurs clairement définis et appropriés permettant de mesurer les changements; et d) d'un calendrier précis indiquant quand les effets directs attendus devraient se produire.

46. Pendant la phase initiale, l'équipe d'évaluation fera l'analyse approfondie des données secondaires disponibles auprès des parties prenantes dont le PAM (Siège, Bureau Régional de Dakar, Bureau de Pays, Sous-Bureaux), le Gouvernement, les agences des NU et les ONG pour : (i) identifier les lacunes en matière d'information, (ii) déterminer les contraintes à prendre en compte pendant le processus d'évaluation, et (iii) proposer un plan pour répondre à ces défis. OEV mettra à la disposition de l'équipe une bibliographie préliminaire (annexe 7) issue de diverses sources.

47. Pour répondre à la question 1, l'équipe pourra prendre en compte les évaluations des besoins, les notes du comité interne de revue des projets, les documents de projets, le document de Stratégie Pays du PAM en Mauritanie (2011-2016), les politiques et stratégies du PAM au niveau global, et les documents stratégiques du Gouvernement et des autres acteurs dans le pays.

48. L'équipe d'évaluation aura accès aux évaluations initiales, études et enquêtes du gouvernement, du PAM et de ses partenaires en Mauritanie⁴⁹. L'équipe pourra consulter les données du Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) qui dispose d'un cadre harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des groupes vulnérables au Sahel.

⁴⁹ *Joint Assessment Mission*, UNHCR/WFP, Mai 2013; Enquête SMART nationale, 2013; Analyse des marchés, PAM/FAO, Janvier et Aout 2012; *Multiple Indicators Cluster Survey (MICS)*, Government/UNICEF, 2011; Rapports mensuels du système de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS) de la période évaluée; Analyse Approfondie de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (CFSVA, 2009); Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (ECPV, 2008).

49. Pour la question 2, l'équipe tiendra compte de la matrice stratégique globale des résultats du PAM⁵⁰ sur la base de laquelle le cadre logique et les résultats (produits, effets et cibles) ont été formulés. Chaque opération dispose d'un cadre logique séparé. Les opérations ont été formulées en fonction des plans stratégiques du PAM (2008-2013 et 2014-2017). Ceux-ci serviront de référence pour examiner son positionnement stratégique. Un système de suivi existe mais il pourrait éventuellement faire face à des limites dans sa capacité à mesurer les effets des interventions du PAM.

50. Pour la question 3, l'équipe aura accès aux documents de planification et divers rapports du PAM, et bénéficiera des discussions et focus groups avec les parties prenantes et les bénéficiaires.

51. L'équipe d'évaluation fera face à certaines contraintes logistiques vu l'étendue des zones d'intervention. Ainsi, elle devra définir des critères de sélection transparents pour la collecte et l'analyse de données qui devront refléter l'ensemble du portefeuille.

52. Une autre contrainte est liée à la langue utilisée pour communiquer avec les parties prenantes, notamment la contrepartie nationale, les ONG nationales, et les bénéficiaires. Tous les membres de l'équipe devront communiquer en français (qui est l'une des langues officielles du pays) et recourir aux experts locaux pour communiquer avec les bénéficiaires.

4.3 Méthodologie

53. L'évaluation appliquera les critères pertinents convenus sur le plan international en matière d'évaluation, à savoir, pertinence, cohérence (interne et externe), efficacité, efficience, impact⁵¹, viabilité et connexité.

54. Durant la phase initiale, l'équipe d'évaluation définira la méthodologie qui figurera dans le rapport initial – et qui devra:

- s'inscrire dans la logique du portefeuille et dans les objectifs communs à l'ensemble des opérations;
- être focalisée sur les éléments d'évaluation présentés au point 3.2. Le modèle adopté devrait être axé sur l'étude des groupes «d'activités principales» d'un certain nombre d'opérations plutôt que de telle ou telle opération individuelle;
- tenir compte des limites liées à l'évaluabilité, ainsi que des contraintes budgétaires et des considérations de temps.

55. La méthodologie devra comporter des garanties d'impartialité et d'objectivité par la diversification des sources d'information (par exemple groupes de parties prenantes, dont les bénéficiaires, etc.) et l'association de plusieurs méthodes (quantitatives, qualitatives, participatives) qui permettent assurer la triangulation de l'information par différents moyens. Elle devra préciser la méthode d'échantillonnage utilisée pour sélectionner de manière impartiale les lieux à visiter et les parties prenantes à interroger.

⁵⁰ WFP Strategic Results Framework (SRF)

⁵¹ Dans la mesure du possible.

4.4 Assurance qualité

56. Le système d'assurance qualité des évaluations (EQAS) reprend les normes et critères définis par le groupe d'évaluation des Nations Unies et les bonnes pratiques en vigueur dans la communauté internationale de l'évaluation (réseaux ALNAP et CAD). Il établit des processus assortis de mesures d'assurance qualité et de formats types des produits d'évaluation. Il prévoit aussi l'établissement de rapports d'évaluation de l'assurance qualité (rapport initial, rapport d'évaluation et rapport succinct) à partir de listes de contrôle. Le système EQAS sera systématiquement appliqué pendant l'évaluation et les documents pertinents seront communiqués à l'équipe d'évaluation. Le responsable de l'évaluation conduira l'analyse d'assurance qualité de premier niveau, le directeur d'OEV se chargeant de l'examen de deuxième niveau. Ce processus d'assurance qualité n'entame en rien l'intégrité des constatations et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, et entend simplement garantir que le rapport contient les constats nécessaires, qu'il les présente de manière claire et convaincante, et que ses conclusions reflètent le constat dressé par les évaluateurs.

57. Il appartiendra à l'équipe de veiller à la qualité des données (validité, cohérence et exactitude) lors des phases d'analyse et de rédaction des rapports.

5. Organisation de l'évaluation

5.1. Phases et produits

58. L'évaluation se développera pendant environ 10 mois en 2015/2016. Elle inclut les 5 étapes principales et les produits indiqués dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4. Principales étapes de l'évaluation

Phases	Période	Actions et Produits
1. Préparation	Janvier / Mai 2015	Revue documentaire / Consultations
		Concept Note
		Termes de référence (Draft et Final)
		Recrutement de l'équipe d'évaluation
2. Briefing et mission préliminaires à Nouakchott	Juin / Septembre 2015	Briefing au siège du PAM
		Mission / Rapport initiaux
3. Mission d'évaluation en Mauritanie	Septembre - Octobre 2015	Mission d'évaluation et collecte de données
		Debriefing après la mission et phase d'analyse des informations
4. Rapport d'évaluation	Novembre 2015 - Février 2016	Préparation des rapports, processus de révision des commentaires et rapport final d'évaluation
5. Présentation du rapport au CA	Juin 2016	Management Response et préparation du Conseil d'Administration

5.2. Équipe d'évaluation et expertise requise

59. En conformité avec la politique d'évaluation du PAM, l'évaluation sera réalisée par une équipe d'experts indépendants sélectionnés par OEV. Les membres de l'équipe ne devront pas avoir été impliqués de manière significative dans les activités du PAM en Mauritanie ou avoir d'autres conflits d'intérêts. Ils agiront de manière impartiale et respecteront le code de conduite de la profession. L'équipe devra respecter la parité

hommes-femmes. Les compétences techniques et les profils requis pour les membres de l'équipe d'évaluation sont présentés dans le tableau 5.

60. L'évaluation sera réalisée en français. Pour s'assurer de son utilité, les produits principaux seront préparés en français (termes de référence, rapport préparatoire, rapport d'évaluation et son résumé). La version finale du sommaire du rapport d'évaluation (SER) sera traduite en anglais pour recueillir les commentaires des parties prenantes avant le Conseil d'Administration. Il est donc indispensable que les évaluateurs aient une bonne maîtrise du français.

61. Le chef d'équipe a la responsabilité

supplémentaire de formuler la méthodologie de l'évaluation, de son exécution et de la rédaction des rapports. Il/elle devra être familier du contexte de l'Afrique de l'Ouest et, en particulier, du Sahel. Etant donné son rôle prépondérant dans la rédaction des rapports, il/elle devra avoir d'excellentes capacités de synthèse et de rédaction en français.

5.3. Rôles et responsabilités

62. La présente évaluation est gérée par OEV. Le responsable de l'évaluation (EM), Miranda Sende, n'a pas été appelé auparavant à traiter des questions liées à l'objet de l'évaluation. Il lui appartient d'élaborer les termes de référence, de sélectionner les membres de l'équipe d'évaluation, d'établir et gérer le budget, d'organiser le briefing de l'équipe au Siège, d'aider à la préparation des missions sur le terrain, de conduire l'examen d'assurance qualité des produits d'évaluation et de faire la consolidations des observations des parties prenantes au sujet du rapport d'évaluation. Le responsable de l'évaluation (EM) sera également le principal intermédiaire entre les membres de l'équipe, représenté par le chef d'équipe, et les interlocuteurs au sein du PAM, afin d'assurer le bon déroulement du processus.

Tableau 5. Domaines d'expertise de l'équipe d'évaluation

Role	Expertises requises	Lien avec les questions d'évaluation
Chef d'équipe / Team Leader <i>(est compétent dans l'un des domaines ci-dessous)</i>	Responsable de la formulation globale, de sa mise en oeuvre et de la rédaction des rapports d'évaluation; bonne expérience de l'évaluation des programmes humanitaires et de développement; bonne connaissance du contexte Sahélien; expertise dans l'un des domaines ci-dessous; excellentes capacités de synthèse et de rédaction des rapports.	Tous
Expert en Sécurité Alimentaire / Moyens d'existence	Met l'accent sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, y compris les évaluations sur la sécurité alimentaire, le ciblage et les systèmes de S&E y afférents; expérience de l'analyse de genre dans le domaine de la sécurité alimentaire.	Tous
Expert en nutrition	Met l'accent sur les interventions nutritionnelles, enquêtes nutritionnelles et mécanismes de S&E des indicateurs nutritionnels; connaissance des questions/perspectives nutritionnelles de la région Afrique de l'Ouest, notamment REACH et familiarité avec l'initiative SUN; programmation conjointe des UN dans le secteur de la nutrition.	2 et 3
Expert en éducation et alimentation scolaire	Met l'accent sur l'alimentation scolaire et l'éducation en situation de développement; connaissance du secteur de l'éducation en Mauritanie; programmation conjointe des UN dans le secteur de l'éducation et renforcement des capacités.	2 et 3
Expert en Logistique	Met l'accent sur les aspects de logistique et de la chaîne des approvisionnements; bonne connaissance des systèmes du PAM.	2 et 3
Economiste	Met l'accent sur l'évaluation de l'efficacité des interventions humanitaires et de développement, y compris les facteurs financiers, opérationnels et de coordination.	3
Recherche / Analyste des données	Apporte une assistance en matière de recherche qualitative, notamment avec les parties prenantes (partenaires du PAM, autorités nationales et locales et bénéficiaires). Bonne connaissance du milieu et des langues nationales.	Tous

63. L'équipe d'évaluation sera recrutée à travers une compagnie avec laquelle le PAM a un accord de longue durée. La firme contractée fournira un contrôle de qualité additionnel des produits de l'évaluation avant la soumission à OEV.

64. Les parties prenantes aux niveaux du Bureau de Pays et du Bureau Régional devront communiquer les renseignements nécessaires à l'évaluation, participer dans l'évaluation, y compris fournir toute information qui pourrait être demandée par l'équipe d'évaluation et répondre à toute question concernant le programme, les performances et les résultats; faciliter les contacts de l'équipe d'évaluation avec les parties prenantes en Mauritanie; organiser des réunions et des visites sur le terrain; prévoir des services d'interprétation si nécessaire et fournir un appui logistique lors des visites sur le terrain. L'équipe d'évaluation fournira, dans le rapport initial, un calendrier réaliste pour le travail sur le terrain.

5.4. Communication

65. Les constats préliminaires seront présentés par l'équipe d'évaluation lors du debriefing en fin de mission – en présence des parties prenantes (internes) du PAM au niveau du pays, de la région et du Siège (par téléconférence). Un atelier national avec les partenaires du PAM est prévu au mois de janvier 2016. Cela sera l'occasion de tester les premières conclusions et recommandations et donnera aux partenaires l'opportunité de réagir, de clarifier des questions, et d'assurer ainsi un processus d'évaluation transparent. Par ailleurs, Les différents produits de l'évaluation seront disséminés régulièrement aux parties prenantes pendant le processus d'évaluation (voir plan en annexe 8).

66. Le SER fait partie intégrante du rapport d'évaluation; il donne un aperçu de la teneur de l'évaluation en soulignant les principales constatations, conclusions et recommandations. Le SER sera présenté au Conseil d'Administration du PAM (session de Juin 2016).

5.5. Budget

67. L'évaluation sera financée sur le budget d'OEV. L'estimation du coût total de l'évaluation s'élève à \$240,000. Ce budget couvrira les honoraires des consultants/ou taux des compagnies, les voyages internationaux, le voyage du staff d'OEV et la contribution d'OEV à l'atelier national.

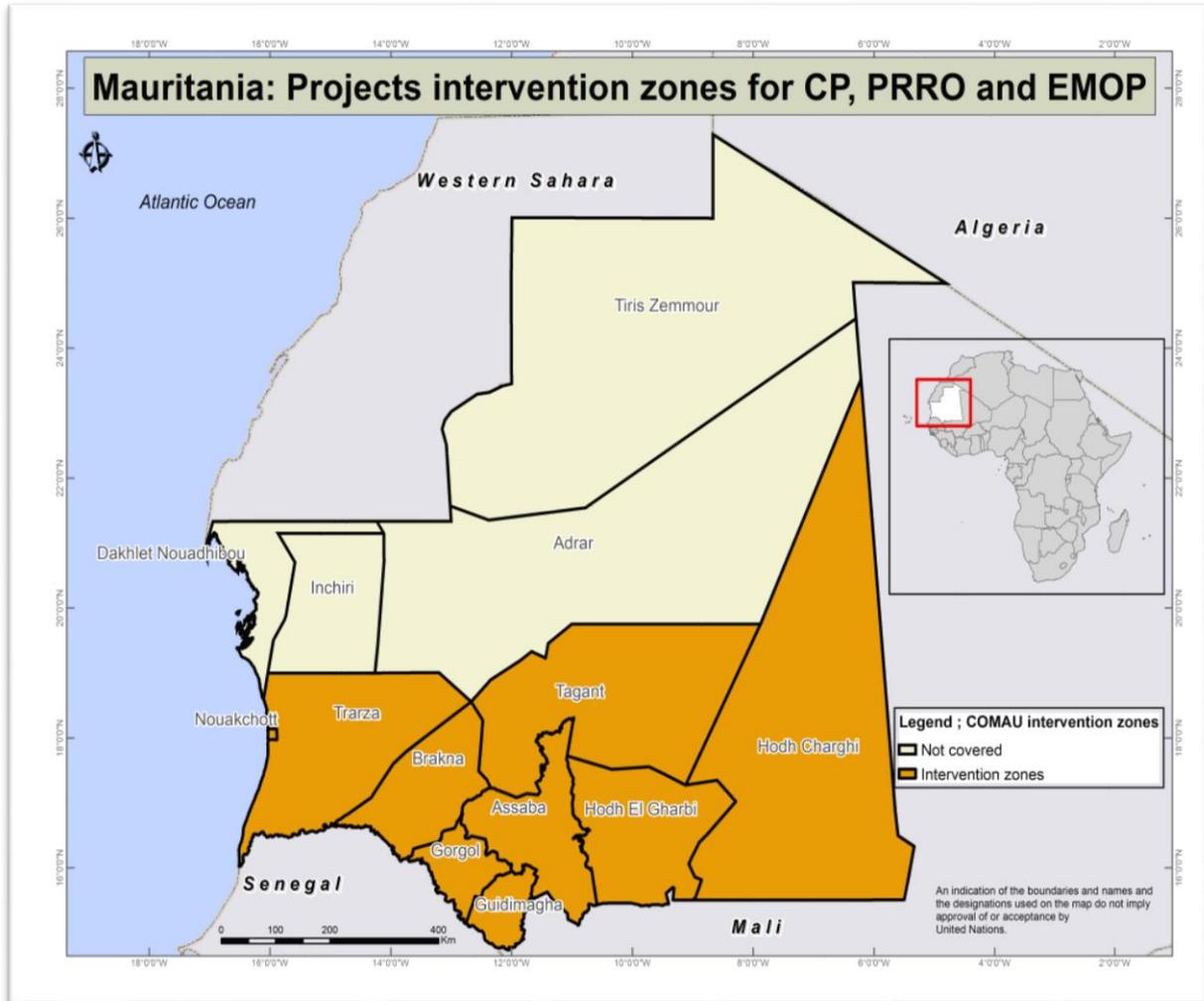
Annexes

Annexe 1. Détails des étapes de l'évaluation

	MAURITANIA COUNTRY PORTFOLIO EVALUATION (CPE)	By whom	Key Dates (deadlines)
Phase 1 - Preparation			
	Desk review. Draft TORs. OE/D clearance for circulation to WFP staff	EM	Jan/Feb 2015
	Review draft TOR based on WFP feedback	EM	Mar/Apr 2015
	Final TOR sent to WFP stakeholders	EM	Apr/May 2015
	Contracting evaluation team/firm	EM	May-15
Phase 2 - Inception			
	Team preparation prior to HQ briefing (reading documents)	Team	May/June 2015
	HQ Team briefing (WFP Rome) – 3 days	EM & Team	23-25 June 2015
	Inception mission in Nouakchott (some 5 days)	EM + TL	19-25 July 2015
	Submit Draft Inception Report (IR) to OEV (after company's quality check)	TL	Early Sept 2015
	OEV quality assurance and feedback	EM	Sep-15
	Submit revised inception report (IR)	TL	Sep-15
	Circulate final IR to WFP key stakeholders for their information + post a copy on intranet	EM	Sep-15
Phase 3 - Evaluation Mission - Fieldwork in Mauritania			
	Consolidation of preliminary findings/Aide Memoire (PPT) sent to OEV	TL	15 Oct. 2015
	Field work (3 weeks) in Mauritania & Desk Review. Exit debrief/ Internal debriefing with the RB presenting very initial findings.	Team	28 Sept - 16 Oct. 2015
	Debriefing via teleconference with the CO, RB and HQ Rome staff. Preliminary findings (PPT) presented by the TL.	EM & TL	16 Oct. 2015
Phase 4 - Evaluation Report (ER) – high quality report from draft 0 onwards			
Draft 0	Submit draft Evaluation Report (ER) to OEV (after company's quality check)	TL	16 Nov. 2015
	OEV quality feedback sent to the team	EM	30 Nov. 2015
Draft 1	Submit revised draft ER to OEV	TL	11 Dec. 2015
	OEV reviews & seeks OEV Director's clearance prior to circulating the ER to WFP stakeholders. Clarification w/ team if needed. When cleared, OE shares the ER with WFP stakeholders for their feedback (2 weeks)	EM	15 Jan. 2016
	OEV consolidates all WFP's comments (matrix) and share them with the team	EM	18 Jan. 2016
Draft 2	Submit revised draft ER to OEV based on WFP's comments, and team's comments on the matrix.	TL	25 Jan. 2016
	Proposed stakeholders' workshop in-country (2-3 days max.): Team Leader presents the preliminary findings of the CPE to CO + major stakeholders	TL	End of Jan. 2016 / Early Feb. 2016
	OEV reviews ER & matrix (clarification with the team if needed)	EM	01 Feb. 2016
	Seek OEV Director's clearance for SER circulation to EMG for comment	EM	03 Feb. 2016
	OEV reviews EMG comments on the SER/ revisions with team	EM & TL	10 Feb. 2016
Draft 3	Submit final draft ER (with the revised SER) to OEV	TL	15 Feb. 2016
	Seek Final Approval by OEV Director. Clarify last points/issues with the team if necessary	EM & TL	18 Feb. 2016
Phase 5 Executive Board (EB) and follow-up			
	Submit SER to EB Secretariat for editing & translation + SER recommendation to RMP for management response	EM	22 Feb. 2016
	Tail end actions, including Ev. Brief, OEV websites posting, EB Round Table, etc.	EM	Mar/May 2016
	Presentation of Summary Evaluation Report to the EB	D/OEV	Early June 2016
	Presentation of management response to the EB	D/ RMP	(EB.A/2016)

Note: TL = Team Leader. EM= Evaluation Manager. OEV= Office of Evaluation. ER = Evaluation Report. SER = Summary Evaluation Report. EB = WFP's Executive Board. RMP= Performance and Accountability Management

Annexe 2. Carte de la Mauritanie



Annexe 3. Indicateurs standards du pays

Indicator	Year	Value		Source
Population (total, millions)	2013	3,984,000		World Bank. WDI.
	2005	3,146,164		
Average annual growth (%)	2010 - 2015	2.5		UNDP HDR 2014
	2000 - 2005	3		
Urban Population (% of total)	2013	42%		UNDP HDR 2014
Human Development Index	2013	0.487		UNDP HDR 2014
	Rank	161		
Gender- Inequality index	2013	0.644		UNDP HDR 2014
	Rank	142		
Maternal Mortality ratio (per 100,000 live births)	2010	510		UNDP HDR 2014
	2013	19.2		
Population with at least some secondary education, female, male (% aged 25 and above)	2012	M	F	UNDP HDR 2014
		20.8	8	
Births attended by skilled health personnel (% of total)	2011	65		World Bank. WDI.
Labour force participation rate (%)	2012	M	F	UNDP HDR 2014
		79	28.6	
Employees, agriculture, female (% of female employment)	2012	n.a.		World Bank. WDI.
Primary Enrollment	2012	97		World Bank. WDI.
Income Gini Coefficient	2013	40.5		UNDP HDR 2014
GDP per capita (current US\$)	2013	10,610		World Bank. WDI.
	2002	591		
Foreign direct investment net inflows (% of GDP)	2013	27.1		World Bank. WDI.
	2005	43.8		
Net official development assistance received (% of GNI)	2012	10.8		World Bank. WDI.
Population living below \$1.25 a day (%)	2007	23.43		UNDP HDR 2014
Population vulnerable to poverty (%)	2007	12.8		UNDP HDR 2014
Population in severe poverty (%)	2007	42.3		UNDP HDR 2014
Weight-for-height (Wasting), prevalence for < 5 (%)	2009 - 2013	Mod & Sev		UNICEF SOWC 2015
		12		
Height-for-age(Stunting), prevalence for < 5 (%)	2009 - 2013	Mod & Sev		UNICEF SOWC 2015
		22		
Weight-for-age (Underweight), prevalence for < 5 (%)	2009 - 2013	Mod & Sev		UNICEF SOWC 2015
		20		
< 5 mortality rate	2000	113		UNICEF SOWC 2015
	2013	90		
Maternal Mortality ratio (Lifetime risk of maternal death: 1 in:)	2013	66		UNICEF SOWC 2015
Life expectancy at birth	2013	61.6		
Estimated HIV Prevalence (%)	2001	0.6		UNAIDS
	2012	0.4		
Public expenditures on health (% of GDP)	2011	5.2		UNDP HDR 2014
Literacy Rate Youth (15-24 y) (%)	2008-2012	M	F	UNICEF SOWC 2015
		66X	48X	
Population with at least secondary education (% ages 25 and older)	2013	14.2		UNDP HDR 2014
Public expenditures on education (% of GDP)	2005 - 2012	3.7		UNDP HDR 2014

Annexe 4. Parties prenantes externes

Op. Number	Operation Title	Timing	Beneficiaries	Multi and Bilateral Funding donors	Cooperating Int. Agencies	Operational Governmental Partners	Cooperating Int. NGOs
SO 200803	Provision of Humanitarian Air Services in Mauritania	Jan 2015 - Dec 2015	Food insecure population, among which Malian refugees, leaving in remote and vulnerable areas	-	UNHAS, UNDSS	-	-
PRRO 200640	Renforcement de la resilience des populations vulnérables en Mauritanie et prévention des crises cycliques	Jul 2014 - Dec 2016	Caregivers and children in the rain-fed agriculture and agro-pastoral zones, vulnerable urban households, nomadic pastoralists	European Commission, France, Saudi Arabia, UK, UN CERF, Multilateral	UNICEF, FAO, UNHAS	Ministry of Health (MoH), Ministry of Social Affairs, Ministry of Economics and Development (MAED)	Action contre la faim (ACF), Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET), French Red Cross, World Vision International, Save the Children, Oxfam
PRRO 200474	Improving life conditions of populations affected by the 2012 food and nutritional crisis in Mauritania	May 2013 - Jun 2014	Food insecure communities in Assaba, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Tagant, Trarza and Nouakchott	Canada, European Commission, Finland, France, Germany, Ireland, Japan, UK, UN CERF, OPEC Fund for International Development, Multilateral	UNICEF, FAO, UNDP, UNDSS, FEWS-NET	Ministry of Health, Food Security Commission (CSA)	French Red Cross, the Lutheran World Federation and other relevant INGOs
EMOP 200438	Assistance to Refugees and Internally Displaced Persons Affected by Insecurity in Mali	Jun 2012 - Dec 2014	Refugees and food-insecure host communities in Burkina Faso, Mauritania and Niger, among which children and pregnant and lactating women	African Development Bank, Andorra, Australia, Austria, Brazil, Canada, Czech Republic, European Commission, Finland, France, Ireland, Italy, Japan, Monaco, Netherlands, Norway, Oman, Poland, Saudi Arabia, Switzerland, UK, U.S.A., UN CERF, Private donors, Multilateral	UNHCR, UNICEF	-	-
SO 200424	WFP Logistics Augmentation in Support of the Humanitarian Response in Mauritania as a Result of the Drought and Refugee Crisis within the Country	Jun 2012 - Nov 2012	-	-	-	-	-
SO 200406	Provision of Humanitarian Air Services in Mauritania	March 2012 - Dec 2014	Food insecure population and Malian refugees in Hodh Echargui, Guidimagha, Gorgol and Assaba	Denmark, European Commission, Germany, Ireland, Luxembourg, Spain, Sweden, UK, U.S.A., UN CERF, Multilateral	UNHAS and other agencies	-	-
EMOP 200333	Emergency response: High Food Prices and Natural Disasters	Feb 2012 - Apr 2013	Drought affected populations in 9 regions, mainly in Gorgol, Brakna, Assaba et Guidhimakha	African Union, Australia, Austria, Belgium, Canada, Denmark, European Commission, France, Germany, Netherlands, Saudi Arabia, U.S.A., UN CERF, Multilateral	UNICEF, UNHCR, OMS, FAO	CSA, Ministry of Rural Development, Ministry for Social Affairs, Ministry of Economics and Development (MAED), Commission Nationale des Droits de l'Homme	UNHCR, UNICEF, FAO, ACF-E, Croix Rouge Française (CRF), Groupe de Recherche et d'Echange Technologique (GRET), Oxfam, World Vision International
IR-EMOP 200401	Emergency Assistance to Malian Refugees displaced in Mauritania	Feb 2012 - May 2012	Maliens in Mbera camp	Multilateral	UNHCR, UNICEF	Food Security Commission (CSA)	Intersos, the Lutheran World Federation, Association pour la Lutte contre la Pauvreté et le sous Développement (ALPD), Solidarites

CP 200251	Country Programme Mauritania (2012-2016)	Jan 2012 - Dec 2016	Children under 5, pregnant and lactating women, children enrolled in primary school and food-insecure households, particularly agro-pastoralists in the nine most vulnerable regions in southern and eastern Mauritania	Saudi Arabia, Private donors, Multilateral	UNICEF, World Bank, UNDP, FAO	Food Security Commission (CSA), Ministry of Health, Ministry for Social Affairs, Ministry of Education, Ministry of Economic Affairs and Development, Ministry of rural development, Ministry of environment	-
IR-EMOP 200370	Request for funds allocation from the Immediate Response Preparedness (IR-P) account for to enhance preparedness to the high food price crisis West Africa	Nov 2011 - Jan 2012	-	WFP's immediate response account	FEWS-NET	Food Security Commission (CSA)	Action Contre la Faim
IR-EMOP 200034	Voucher Based Transfers to assist vulnerable populations in coping with the lean season and high Food Prices in Nouakchott	Aug 2011 - Oct 2011	The most vulnerable households in the peri-urban areas of Nouakchott	WFP's Immediate Response Account	-	Government of Mauritania, particularly the Government's Food Security Commission of Mauritania, the National Import and Export Company (SONIMEX), Ministry of Commerce	-
CP 102090	Country Programme - Mauritania (2003-2011)	Jan 2003 - Dec 2011	Rural populations in the agro-pastoral regions, particularly children, pregnant and lactating women, persons living with HIV	France, European Commission, Saudi Arabia, UN CERF, Mauritania, Multilateral	UNICEF, FAO, World Bank, UNDP, WHO	Government of Mauritania, particularly the Ministry of Education, Ministry of Health, Ministry of Social Affairs, Food Security Commission, Ministry of Rural Development and the Ministry of the Environment	ACF-Spain, World Vision, French Red Cross, Fédération Luthérienne Mondiale, Caritas

Source: Project documents, Resource Updates, <http://home.wfp.org/NGO/index>

Annexe 5. Description détaillée du portefeuille du PAM en Mauritanie (2011-2015)

Operation	Operation Title	Time Frame	Annual Average				Totals by project				Food Cost/ Total Cost	Objectives	SO's	MDG's	Activities	
			MT		Beneficiaries		Food cost (USD, millions)		Total WFP Cost (USD, thousands)							% funded
			P	A	P	A	P	A	P	A						
SO 200803	Provision of Humanitarian Air Services in Mauritania	Jan 2015 - Dec 2015	-	-	-	-	5,526,975	1,297,766	24%	-	1	n.a.	n.a.			
PRRO 200640 *	Renforcement de la résilience des populations vulnérables en Mauritanie et prévention des crises cycliques	Jul 2014 - Dec 2016	8,513	2,132	444,813	195,832	87,817,675	17,339,114	20%	20%	1,3,4	1,3,4,5,7	General food distribution (GFD), FFA, VFR, Nutrition activities			
PRRO 200474	Improving life conditions of populations affected by the 2012 food and nutritional crisis in Mauritania	May 2013 - Jun 2014	7,474	3,700	331,315	234,640	31,856,410	20,622,679	65%	33%	1,3	1,4,5	Nutrition activities, VFR, FFA, Cash for training (CFT)			
EMOP 200438 **	Assistance to Refugees and Internally Displaced Persons Affected by Insecurity in Mali	Jun 2012 - Dec 2014	12,928	10,971	89,667	85,265	200,162,000	137,357,418	69%	66%	1	n.a.	GFD, Nutrition activities, School feeding, C&V			
SO 200424	WFP Logistics Augmentation in Support of the Humanitarian Response in Mauritania as a Result of the Drought and Refugee Crisis within the Country	Jun 2012 - Nov 2012	-	-	-	-	5,009,671	n.a.	n.a.	-	n.a.	n.a.	Logistics augmentation			
SO 200406	Provision of Humanitarian Air Services in Mauritania	March 2012 - Dec 2014	-	-	-	-	17,489,682	13,835,844	79%	-	n.a.	n.a.	Logistics augmentation			
EMOP 200833	Emergency response: High Food Prices and Natural Disasters	Feb 2012 - Apr 2013	16,349	11,577	377,632	327,222	53,830,677	35,363,142	66%	70%	1	1,3,4,5,7	Nutrition activities, GFD, FFA, VFR			
IR-EMOP 200401	Emergency Assistance to Malian Refugees displaced in Mauritania	Feb 2012 - May 2012	1,180	972	22,000	54,263	1,499,194	1,218,290	81%	59%	1	1,4,5	GFD			
CP 200251	Country Programme Mauritania (2012-2016)	Jan 2012 - Dec 2016	11,639	2,461	73,287	116,644	78,581,975	8,896,337	11%	53%	2,4,5	1,2,3,4,5,7	School feeding, FFA, FFT, Nutrition activities, Village food reserves (VFR)			
IR-EMOP 200370	Request for funds allocation from the Immediate Response Preparedness (IR-P) account for to enhance preparedness to the high food price crisis West Africa	Nov 2011 - Jan 2012	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	130,272	112,492	86%	n.a.	n.a.	1,4,5	Provision of common services			
IR-EMOP 200034	Voucher Based Transfers to assist vulnerable populations in coping with the lean season and high food prices in Nouakchott	Aug 2011 - Oct 2011	n.a.	n.a.	18,994	18,695	498,726	418,982	84%	84%	1	1	GFD, Cash and Vouchers (C&V)			
CP 102090	Country Programme - Mauritania (2003-2011)	Jan 2003 - Dec 2011	13,587	6,888	164,257	133,208	70,799,619	50,599,939	71%	79%	2,3,4	1,4	School feeding, Nutrition activities, Food for work (FFW), Food for Training (FFT)			

Updated on 30.04.2015

**Annual average beneficiary and commodity distribution data only relates to Mauritania

Annexe 6. Plans Stratégiques du PAM 2008-2013 et 2014-2017

Strategic Plan 2008 - 2013	
WFP Strategic Objectives	
Strategic Objective 1	Save lives and protect livelihoods in emergencies.
Strategic Objective 2	Prevent acute hunger and invest in disaster preparedness and mitigation measures.
Strategic Objective 3	Restore and rebuild lives and livelihoods in post-conflict, post disaster or transition situations.
Strategic Objective 4	Reduce chronic hunger and undernutrition.
Strategic Objective 5	Strengthen the capacities of countries to reduce hunger, including through hand-over strategies and local purchase.
Source: WFP Strategic Plan 2008 - 2013	

Strategic Plan 2014 - 2017	
WFP Strategic Objectives	
Strategic Objective 1	Save lives and protect livelihoods in emergencies.
Strategic Objective 2	Support or restore food security and nutrition and establish or rebuild livelihoods in fragile settings and following emergencies.
Strategic Objective 3	Reduce risk and enable people, communities and countries to meet their own food and nutrition needs.
Strategic Objective 4	Reduce undernutrition and break the intergenerational cycle of hunger.
Note: Capacity development (previously under Strategic Objective 5) is mainstreamed into the four Strategic Objectives	
Source: WFP Strategic Plan 2014 - 2017	

Annexe 7. Bibliographie

	Folder name / File name	Author	Date
	1 - EQAS & Technical Notes		
1	Guidance for process and content - CPE	WFP OEV	2013
	1.1. Terms of reference		
2	Template for Concept Note	WFP OEV	2013
3	Template for ToR - CPE	WFP OEV	2013
4	Quality Checklist for ToRs - CPE	WFP OEV	2013
	1.2. Evaluation report		
5	Template for Evaluation Report - CPE	WFP OEV	2013
6	Quality Checklist for Evaluation Report - CPE	WFP OEV	2014
7	Quality Checklist for Summary Evaluation Report - CPE	WFP OEV	2014
	1.3. Inception report		
8	Template for Inception Report - CPE	WFP OEV	2013
9	Quality Checklist for Inception Report - CPE	WFP OEV	2014
	1.4. Technical notes		
10	I. TN - ER Integrating Gender in Evaluation	WFP OEV	2014
11	II. TN - Conducting evaluations in situation of conflict & fragility	WFP OEV	2014
12	III. TN - Stakeholder analysis	WFP OEV	2011
13	IV. TN - Stakeholder Mapping	WFP OEV	2013
14	V. TN - Team members work plan and proposed stakeholders meeting	WFP OEV	2011
15	VI. TN - Evaluation Criteria	WFP OEV	2013
16	VII. TN - Evaluation Matrix	WFP OEV	2013
17	VIII. TN - ER Formatting Guidelines	WFP OEV	2013
18	IX. TN - Efficiency	WFP OEV	2013
19	X. TN - LogicModel_TheoryOfChange	WFP OEV	2013
20	XI. TN - Evaluation Recommendations	WFP OEV	2013
21	XII. TN - Example EvaluationMatrix for EQAS	WFP OEV	2013
	1.5. Examples		
22	Evaluation Report - Niger CPE	WFP OEV	2013
23	Evaluation Report vol.I - Somalia CPE	WFP OEV	2012
24	Evaluation Report vol.II - Somalia CPE	WFP OEV	2012
25	Inception Report - Niger CPE	WFP OEV	2012
26	Inception Report - Somalia CPE	WFP OEV	2011
27	Inception Report - Tanzania CPE	WFP OEV	2015
28	Management Response - Niger CPE	WFP OEV	2013
29	Management Response - Somalia CPE	WFP OEV	2012
30	SER - Niger CPE	WFP OEV	2013
31	SER example - Somalia 2012	WFP OEV	2012
	2 - CONCEPT NOTE & ToR		
32	Concept Note Mauritania	WFP OEV	2015
33	Mauritania CPE projected Timeline	WFP OEV	2015
34	ToR Mauritania CPE	WFP OEV	2015
	3 - WFP POLICIES & DOCS		
	3.1. Policies & Strategic Plans		
35	WFP evaluation policy	WFP	2008
36	Strategic Plan 2014-2017	WFP	2013
37	Concept note - WFP's next Strategic Plan 2014-2017	WFP	2012
38	WFP Strategic Plan 2008-2013	WFP	2008
39	WFP Strategic plan 2006 - 2009	WFP	2005
40	2014-2017 Strategic Results Framework	WFP	2014
41	Implementation of WFP SRF	WFP	2010
42	Management Results Framework	WFP	2011

43	WFP Policy Formulation	WFP	2011
44	Consolidated framework of WFP policies	WFP	2010
45	WFP Orientation Guide	WFP	2014
46	Performance Management Policy	WFP	2014
47	WFP Annual Performance Report 2013	WFP	2013
48	Program Category Review	WFP	2010
49	WFP's role in peacebuilding in transition settings	WFP	2013
50	Operational Guide to strengthen capacity of nations to reduce hunger	WFP	2010
51	EBPOL - Note HumAccess	WFP	2006
52	EBPOL - Note HumAssistSystem	WFP	2010
53	EBPOL - Protection	WFP	2012
54	EBPOL - Update HumAssistSystem	WFP	2012
55	EBPOL - Transition	WFP	2013
56	EBPOL - Update - Protection	WFP	2014
57	WFP Organigramme	WFP	2014
58	Summary of 2015 CPE selection criteria and process	WFP	2015
59	OEV CPE Brief	WFP	2014
60	Humanitarian principles	WFP	2004
	Environment		
61	IASC - Task force on safe access to firewood	IASC	2009
62	IASC - Task force on safe access to firewood_SAFE matrix	IASC	2009
63	WFP Environment Policy	WFP	1998
	3.2. Nutrition		
64	WFP Nutrition Policy	WFP	2012
65	WFP Nutrition policy Follow up	WFP	2012
66	WFP Nutrition Policy Update	WFP	2013
67	Food and nutrition handbook	WFP	2000
68	Food and nutrition needs in emergencies	WFP	2003
69	Programming for nutrition specific interventions	WFP	2012
70	The Right Food at the Right Time	WFP	2012
71	Guidelines for selective feeding_the management of malnutrition in emergencies	WFP & UNCHR	2012
72	Moderate Acute malnutrition - A decision Tool for Emergencies	WFP	2012
73	Technical workshop on nutrition	WFP	2012
	3.3. Emergency		
74	Food aid and livelihoods in emergencies strategies for WFP	WFP	2003
75	Transition from relief to development	WFP	2004
76	Targeting emergencies WFP policy	WFP	2006
77	Definition of emergencies	WFP	2005
78	WFP Policy on disaster risk reduction and management	WFP	2011
79	Exiting emergencies	WFP	2005
80	WFP's use of Pooled Funds for Humanitarian Preparedness and Response (2009–2013) - A Strategic Evaluation	WFP	2014
81	WFP's use of Pooled Funds for Humanitarian Preparedness and Response evaluation - Management Response	WFP	2015
82	Impact Evaluations of the Contribution of Food Assistance to Durable Solutions in Protracted Refugee Situations	WFP	2012
83	Impact Evaluations of the Contribution of Food Assistance to Durable Solutions in Protracted Refugee Situations - Management Response	WFP	2013
	3.4. Gender		
84	WFP Gender Policy	WFP	2009
85	WFP gender policy corporate action plan	WFP	2009
86	Update on the WFP gender policy	WFP	2014
87	Gender Policy brief	WFP	2009

88	UN SWAP performance indicators	UN	2012
89	Gender Policy Evaluation	WFP	2013
90	Update on implementation of gender policy corporate action plan	WFP	2012
91	Women and WFP	WFP	2011
92	Gender Policy Evaluation - SER	WFP	2013
93	Gender Policy Evaluation- Management Response	WFP	2014
94	Gender mainstreaming from the ground up	WFP	2014
95	WFP Gender Marker Guide	WFP	2014
96	UN Women Evaluation Handbook	UN WOMEN	2015
3.5. Food security			
97	Food distribution guideline	WFP	2006
98	FSMS technical guideline	WFP	2012
99	FSMS Indicators Compendium	WFP	2010
100	The State of food insecurity in the world	WFP/FAO/IFAD	2014
101	Comparative Review of Market Assessments Methods Tools Approaches and Findings 2013	WFP	2013
102	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis Guidelines 2009	WFP	2009
103	Emergency Food Security Assessment Handbook 2009	WFP	2009
104	Food consumption analysis - Calculation and use of the FCS in FS analysis 2008	WFP	2008
105	Labour Market Analysis Guidance For Food Security Analysis and Decision-Making 2013	WFP	2013
106	Market Analysis Framework - Tools and Applications for Food Security Analysis and Decision-Making 2011	WFP	2011
107	Market Analysis Tool - How to Conduct a Food Commodity Value Chain Analysis 2010	WFP	2010
108	Technical Guidance - The Basics of Market Analysis for Food Security 2009	WFP	2009
109	Technical Guidance Note - Calculation and Use of the Alert for Price Spikes (ALPS) Indicator 2014	WFP	2014
110	UNHCR-WFP Joint Assessment Mission Guidelines	WFP & UNHCR	2008
111	VAM Standard Analytical Framework 2002	WFP	2002
112	Joint Evaluation of Food Security Cluster Coordination in Humanitarian Action	FAO & WFP	2014
113	Joint Evaluation of Food Security Cluster Coordination in Humanitarian Action - Management Response	FAO & WFP	2014
3.6. School Feeding			
114	A Guidance Note to Develop a National Sustainability Strategy	WFP & WB	2012
115	Rethinking School Feeding	WFP & WB	2009
116	School Feeding Flier	WFP	2013
117	Revised school feeding policy 2013	WFP	2013
118	Local Food for Children in School	WFP	2013
119	School Feeding Policy	WFP	2009
120	School-feeding and nutrition 2010	WFP	2010
121	State of school feeding worldwide	WFP	2013
122	Sustainable school feeding, Lifting school children out of the hunger trap	WFP	2011
123	Update on the implementation of WFP school feeding policy	WFP	2011
124	School Feeding Policy Evaluation	WFP	2011
125	Overview presentation SF policy Part I	WFP	2012
126	Overview presentation SF policy Part II	WFP	2012

127	How to develop the logic of school feeding projects	WFP	-
128	SABER - work in progress 2012	WFP	2012
3.7. Capacity Development			
129	Capacity development Policy 2009	WFP	2009
130	Evaluation of WFP's Capacity development and Policies	WFP	2008
131	Capacity Development Kit	WFP	2012
132	Operational Guide to strengthen capacity of nations to reduce hunger	WFP	2010
133	Complementary Guidelines - Capacity gaps and needs assessment 2014	WFP	2014
134	Complementary Guidelines #2 - Capacity gaps and needs assessment 2014	WFP	2014
135	The Guideline for Technical Assistance and Capacity Strengthening to End Hunger	WFP	2014
3.8. Partnership			
136	WFP Corporate Partnership 2014 - 2017	WFP	2014
137	WFP Partnership & fundraising Strategy 2013 - 2017	WFP	2013
138	WFP Partnership & fundraising Strategy	WFP	2008
139	WFP' s PPP and fundraising strategy an evaluation	WFP	2012
140	Evaluation From Food Aid to Food Assistance Working in Partnership	WFP	2012
141	Topics Partnerships - Working with NGOs	WFP	-
3.9. DRR, FFA, Resilience & Safety nets			
142	Climate change and hunger - Towards a WFP Policy on Climate Change	WFP	2011
Disaster Risk Reduction			
143	WFP interventions in disaster preparedness and mitigation - update 2007	WFP	2007
144	WFP policy on disaster risk reduction and management 2011	WFP	2011
FFA			
145	FFA Manual – a WFP Tool for Resilience Module A	WFP	2014
146	FFA Manual – A Seasonal Livelihood Programming approach Module B	WFP	2014
147	FFA Manual – Participatory Processes Module C	WFP	2014
148	FFA Manual – The Practical Side of Doing FFA Module D	WFP	2014
149	FFA Manual – Monitoring and Evaluation of FFA Module E	WFP	2014
150	WFP disaster risk reduction policy 2009	WFP	2009
151	WFP Disaster mitigation - a strategic approach	WFP	2000
152	FFA Impact Evaluation Synthesis	WFP	2014
153	SER example - FFA evaluation in Uganda 2014	WFP	2014
154	SER example - FFA evaluation in Senegal 2014	WFP	2014
155	FFA Impact Evaluation - Management Response	WFP	2014
Resilience			
156	Enabling Development 1999	WFP	1999
157	Enabling Development - Implementation	WFP	2000
158	Enabling Development - Progress report	WFP	2007
159	WFP Programme design framework & WFP Contributing to Resilience Building	WFP	2014
160	Policy on building resilience for food security and nutrition	WFP	2015
Safety Nets			
161	WFP Safety Nets Guidelines - Module A	WFP	2014
162	WFP Safety Nets Guidelines - Module B	WFP	2014
163	WFP Safety Nets Guidelines - Module C	WFP	2014
164	WFP Safety Nets Guidelines - Annex D	WFP	2014
165	WFP Safety Nets Guidelines - Annex E	WFP	2014
166	WFP Safety Nets Guidelines - Annex F	WFP	2014
167	WFP Safety Nets Guidelines - Annex G	WFP	2014
168	WFP Safety Nets Guidelines - Annex J	WFP	2014

169	WFP Safety Nets Guidelines - Annex L	WFP	2014
170	Urban Food Insecurity - Strategies for WFP	WFP	2002
171	Programming food aid in urban areas - Operational guidance	WFP	2004
172	Policy brief on Urban Food Insecurity - Strategies for WFP	WFP	2002
173	WFP and food-based safety nets - concepts & experiences & future programming opportunities	WFP	2004
174	Update of WFP Safety nets policy	WFP	2012
175	WFP's Role in Social Protection and Safety Evaluation	WFP	2011
176	WFP's Role in Social Protection and Safety Evaluation - Management Response	WFP	2011
3.10. Monitoring			
177	Beneficiaries, Targeting and Distribution Guidance	WFP	2013
178	Beneficiary definition_counting	WFP	2005
179	Counting Beneficiaries in WFP	WFP	2012
180	Third Party Monitoring Guidelines	WFP	2014
181	SOPs for Monitoring & Evaluation	WFP	2013
182	COMET Design Modules - logframes design & results	WFP	-
183	Chapter 2 - Country Office ME Strategy	WFP	2014
184	Chapter 3 - Data Collection, Preparation and Analysis	WFP	2014
185	Chapter 4 - Process Monitoring	WFP	2014
186	Chapter 5 - Output Monitoring	WFP	2014
187	Chapter 6 - Outcome Monitoring	WFP	2015
3.11. HIV			
188	WFP HIV policy	WFP	2010
189	Food assistance in the context of HIV ration design guide	WFP	2008
190	Food assistance context of HIV	WFP	2007
191	Update on WFP's response to HIV and AIDS	WFP	2014
192	HIV in Humanitarian Settings	WFP	2013
193	Programming for HIV and TB	WFP	2012
3.12. Cash & Voucher			
194	Cash & voucher Policy	WFP	2008
195	Cash & voucher Policy update	WFP	2011
196	WFP C&V Manual	WFP	2009
197	WFP Cash for change Initiative Distribution Models	WFP	2012
198	Financial Directive Operations and Finance Procedures for the use of Cash and Voucher Transfers to beneficiaries	WFP	2013
199	OPERDIR - financial accounting	WFP	2009
200	Cash and Food Transfers - A Primer	WFP	2007
201	C&V Manual Edition 2 - 2014	WFP	2014
202	Cash and voucher policy evaluation - 2014	WFP	2014
203	Cash and voucher policy evaluation - Management response	WFP	2015
204	Internal Audit of Cash & Voucher Modalities in the Field	WFP	2015
205	Internal Audit of Cash & Voucher Modalities in the Field - Management Response	WFP	2015
206	Internal Audit of Cash & Voucher Modalities in the Field - Project Design & Set up	WFP	2015
3.13. Logistics			
207	Global Logistics Evaluation - Evaluation report vol	WFP	2012
208	Global Logistics Evaluation - Evaluation report vol.II	WFP	2012
209	Global Logistics Evaluation - Management Response	WFP	2012
210	Global Logistics Evaluation - SER	WFP	2012
211	WFP aviation - Operational snapshot Jan-June 2014	WFP	2014
212	WFP aviation in 2013 report	WFP	2013
3.14. Audit and Inspection			
213	Internal Audit - Aviation Service and Aviation Safety Unit	WFP	2013

214	Internal Audit - Aviation Service and Aviation Safety Unit Management Response	WFP	2013
215	Inspection Report WFP operations MAU	WFP	2013
216	Inspection Report WFP operations MAU - Management Response	WFP	2013
	3.15. Protection		
217	WFP's Protection Project	WFP	2008
218	WFP Humanitarian Protection Policy	WFP	2012
219	Update on the implementation of the protection policy	WFP	2015
	4 - WFP MAURITANIA		
220	Mauritania Country Strategy 2011-2016	WFP	2010
	4.1. Operations		
	CP 102090		
221	Project document PD & Annex Logframe	WFP	2002
222	Resource situation	WFP	2012
223	Standard project reports	WFP	2003-2013
224	Budget Revision	WFP	2010
	CP 200251		
225	Project document PD	WFP	2011
226	Resource situation	WFP	2015
227	Standard project reports	WFP	2012-2014
	EMOP 200333		
228	Project document PD	WFP	2012
229	Resource situation	WFP	2013
230	Standard project reports	WFP	2012-2013
231	Budget Revision	WFP	2012-2013
	EMOP 200438		
232	Project document PD	WFP	2012
233	Resource situation	WFP	2015
234	Standard project reports	WFP	2012-2014
235	Budget Revision	WFP	2012-2014
	IR-EMOP 200034		
236	Project document PD	WFP	2012
237	Standard project reports	WFP	2011-2012
	IR-EMOP 200370		
238	Standard project reports	WFP	2012
	IR-EMOP 200401		
239	Project document PD	WFP	2011
240	Standard project reports	WFP	2012-2013
	PRRO 106050		
241	Resource situation	WFP	2011
242	Standard project reports	WFP	2008-2011
	PRRO 200474		
243	Project document PD	WFP	2013
244	Resource situation	WFP	2014
245	Standard project reports	WFP	2013-2014
	PRRO 200640		
246	Project document PD	WFP	2014
247	Resource situation	WFP	2015
248	Standard project reports	WFP	2014
249	Budget Revision	WFP	2015
	SO 200406		
250	Project document PD	WFP	2012
251	Resource situation	WFP	2015
252	Standard project reports	WFP	2013

253	Budget Revision	WFP	2012-2014
	SO 200424		
254	Project document PD	WFP	2012
255	Resource situation	WFP	2012
	SO 200803		
256	Project document PD	WFP	2014
257	Resource situation	WFP	2015
	4.2. Assessment Reports		
258	VAM - Food Consumption Score	WFP	2009-2011
259	VAM - Monthly Price Chart	WFP	2008-2014
260	VAM - Rainfall 2014	WFP	2014
	Emergency Assessments		
261	Joint Mission Emergency Assessment 2012	WFP	2012
262	UNHCR-WFP Joint Assessment Mission 2013	WFP	2013
	Markets Assessments		
263	FAO & FEWSNET & WFP - Cross-border Trade and Food Security in the Western Basin 2010	FAO & FEWSNET & WFP	2010
264	Report 2012 - International Rise in Maize and Wheat Prices	WFP	2012
265	Report 2012 - Marchés et réponses à la crise alimentaire	WFP	2012
	Monitoring, Updates and Bulletins on Food Security and Markets		
	2011		
266	Bulletin SIM Avril 2011	WFP	2011
267	Bulletin SIM Juin 2011	WFP	2011
268	Bulletin SIM Mai 2011	WFP	2011
269	FSMS 02.2011	WFP	2011
270	FSMS 07.2011	WFP	2011
271	FSMS 10.2011	WFP	2011
272	FSMS 11.2011	WFP	2011
273	FSMS 12.2011	WFP	2011
274	FSMS 2011 - Impact deficit pluviometrique	WFP	2011
275	FSMS 2011 - Note synthese - Impact deficit pluviometrique	WFP	2011
	2012		
276	Bulletin SIM Avril 2012	WFP	2012
277	Bulletin SIM Jan-Mars 2012	WFP	2012
278	FSMS 08.2012	WFP	2012
279	FSMS 09-10.2012	WFP	2012
280	FSMS 11.2012	WFP	2012
281	FSMS 2012 Note synthese - Enquete suivi SA	WFP	2012
282	FSMS 2012-3 Note synthese - Enquete suivi SA	WFP	2012
283	FSMS - Enquete Nutritionelle Rapport Preliminaire Juillet 2012	WFP	2012
	2013		
284	FSMS 01.2013	WFP	2013
285	FSMS 02.2013	WFP	2013
286	FSMS 04-05.2013	WFP	2013
287	FSMS 08.2013	WFP	2013
288	FSMS 09.2013	WFP	2013
289	FSMS Dec 2013 Enquete suivi SA	WFP	2013
290	FSMS Juillet 2013 Enquete suivi SA	WFP	2013
	2014		
291	FSMS 02.2014	WFP	2014
292	FSMS 04.2014	WFP	2014
293	FSMS 05.2014	WFP	2014
294	FSMS 06.2014	WFP	2014

295	FSMS 07-08.2014	WFP	2014
296	FSMS 09.2014	WFP	2014
297	FSMS 11.2014	WFP	2014
	4.3. Executive briefs		
298	Executive brief January 2015	WFP	2015
299	Executive Brief November 2014	WFP	2014
300	Executive Brief December 2013	WFP	2013
301	Executive Brief November 2013 internal	WFP	2013
302	Executive Brief September 2013 internal	WFP	2013
303	Executive Brief August 2013 internal	WFP	2013
304	Executive Brief July 2013 internal	WFP	2013
305	Executive Brief June 2013	WFP	2013
306	Executive Brief May 2013	WFP	2013
307	Executive Brief April 2013	WFP	2013
308	Executive Brief March 2013	WFP	2013
309	Executive Brief February 2013	WFP	2013
310	Executive Brief January 2013	WFP	2013
311	Executive Brief December 2012	WFP	2012
312	Executive Brief October 2012	WFP	2012
	4.4. Situation Reports & briefs		
313	Brief June-Aug 2014	WFP	2014
314	Brief Oct-Dec 2014	WFP	2014
315	Regional SIT REP June 2013	WFP	2013
316	SIT REP Feb 2015	WFP	2015
317	SIT REP_No.5_October 2012	WFP	2012
	Regional Food Security and Humanitarian Implications		
318	FSHI November 2014	WFP	2014
319	FSHI September 2014	WFP	2014
320	FSHI July-August 2014	WFP	2014
321	FSHI June 2014	WFP	2014
322	FSHI May 2014	WFP	2014
323	FSHI April 2014	WFP	2014
324	FSHI March 2014	WFP	2014
325	FSHI February 2014	WFP	2014
326	FSHI October 2013	WFP	2013
327	FSHI September 2013	WFP	2013
328	FSHI July 2013	WFP	2013
329	FSHI August 2013	WFP	2013
330	FSHI June 2013	WFP	2013
331	FSHI February 2013	WFP	2013
332	FSHI April-May 2013	WFP	2013
333	FSHI March 2013	WFP	2013
334	FSHI Dec2012-Jan2013	WFP	2013
335	FSHI November 2012	WFP	2012
336	FSHI Sept-Oct 2012	WFP	2012
337	FSHI August 2012	WFP	2012
338	FSHI December 2011	WFP	2011
339	FSHI November 2011	WFP	2011
340	FSHI October 2011	WFP	2011
341	FSHI September 2011	WFP	2011
	4.5. Early Warning Reports		
342	Early Warning report Aug-Sep 2014	WFP	2014
343	Early Warning report Jul-Aug 2014	WFP	2014
344	Early Warning report Oct-Nov 2014	WFP	2014

345	Early Warning report Sept-Oct 2014	WFP	2014
346	Early Warning report Feb-March 2015	WFP	2015
347	Early Warning report March 2015	WFP	2015
	4.6. Evaluations of WFP activities in Mauritania		
348	Annual Synthesis of Operations Evaluations (June 2013 - July 2014)	WFP	2014
349	Operation Evaluation report EMOP 102490	WFP	2004
350	Operation Evaluation report EMOP 200333	WFP	2013
351	Operation Evaluation report vol.I - Regional EMOP 200438	WFP	2014
352	Operation Evaluation report vol.II - Regional EMOP 200438	WFP	2014
353	Operation Evaluation Management Response - Regional EMOP 200438	WFP	2014
354	ÉVALUATION DÉCENTRALISÉE DE L'IPSR MAURITANIE 10605.0	WFP	2010
355	EVALUATION DES ACTIVITES DU PAM EN MAURITANIE 2010	WFP	2010
356	EMOP 200333 EVAL commentaires finaux_2013 09 08	WFP	2013
	4.7. Operational Task Force		
357	Operational Task Force Feb 2012	WFP	2012
358	Operational Task Force Apr 2012	WFP	2012
359	Operational Task Force Jun 2012	WFP	2012
360	Operational Task Force Sep 2012	WFP	2012
361	Operational Task Force Nov 2012	WFP	2012
362	Operational Task Force Jan 2013	WFP	2013
363	Operational Task Force March 2013	WFP	2013
364	Operational Task Force Nov 2013	WFP	2013
365	Operational Task Force August 2014	WFP	2014
366	Operational Task Force Dec 2014	WFP	2014
367	Operational Task Force June 2014	WFP	2014
368	Operational Task Force May 2014	WFP	2014
369	Operational Task Force Feb 2015	WFP	2015
	5. MAURITANIA EXTERNAL DOCS		
	5.1. Government docs		
370	Cadre Strategique Nationale de Lutte contre SIDA - 2002	GoM	2002
371	CSLP - Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2011-2015 plan d'action	GoM	2010
372	CSLP - Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2011-2015	GoM	2010
373	CSLP - Note - Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2011-2015 plan d'action	GoM	2010
374	Mauritanie-DSPAR-2011-2015	GoM	2010
375	National Adaptation Plan of Action 2004	GoM	2004
376	National Adaptation Plan of Action 2004_update	GoM	2004
377	Plan National D'Action Pour La Nutrition 1995	GoM	1995
378	Politique Nationale de Développement de la Petite Enfance	GoM	-
379	Politique Nationale de Sante et Action Sociale 2006-2015	GoM	2005
380	Politique Nationale Nutrition 2004	GoM	2004
381	Protocole national malnutrition aigue - 2007	GoM	2007
382	PRSP - 2011-2015	GoM	2010
383	Rapport reponse au SIDA 2014	GoM	2014
384	Enquete Nutritionnelle Nationale SMART juillet 2013	GoM	2013
385	Programme Emel 2012	GoM	2012
386	Programme d'action national de lutte contre la desertification - PAN-LCD	GoM	2002
387	PRSP - 3 Action Plan Implementation report	IMG & GoM	2011
388	Plan d action de decentralisation - DGCT	GoM	-
389	Rapport national developpement durable 2012	GoM	2012
390	Strategie Nationale de Developpement Durable	GoM	2006
	5.2. FEWS-NET		

391	Executive Brief - Food price trends in the Middle East and North Africa	FEWS-NET	2011
392	Farmine early warning systems - Livelihood zoning - Oct 2013	FEWS-NET	2013
393	Food Security Outlook - Oct 2014-March 2015	FEWS-NET	2014
394	Food Security Outlook Update - Sept 2012	FEWS-NET	2012
395	Food Security Outlook Update - May 2012	FEWS-NET	2012
396	Humanitarian Overview Feb 2015	FEWS-NET	2015
	5.3. OCHA		
397	SRP_2014-2016_Mauritania_FR	OCHA	2014
398	SRP_2014-2016_Mauritania_revision	OCHA	2014
399	SRP_2014-2016_Mauritania_FR_updated on Feb 2015	OCHA	2015
400	APERÇU DES BESOINS HUMAINITAIRES Mauritanie 2015	OCHA	2014
401	CAP_2012_Mauritanie	OCHA	2012
402	CAP_2013_Mauritanie	OCHA	2013
403	Humanitarian overviews Oct 2014	OCHA	2014
404	MYR_2013_Mauritania	OCHA	2013
405	Mauritania Floods Report Update 2013	OCHA	2013
	5.4. OMS		
406	Strategie cooperation 2009-2013	OMS	2009
	5.5. UNDP		
407	Rapport_Annuel_2012_PNUD_MAUROITANIE	UNDP	2012
408	Policy Brief Poverty Environment Mainstreaming Agriculture Sector 2014	UNDP	2014
409	Operationnalisation_IPE_phase_III_2012_2014	UNDP	-
	5.6. UNDAF		
410	UNDAF_2002_PlanCadre_Mauritanie	UNDAF	2002
411	UNDAF_2012-2016_PlanCadre_Mauritanie	UNDAF	2011
412	UNDAF_2014_AnnualWorkplan_Mauritanie	UNDAF	2014
413	UNDAF_ActionPlan_2012-2016_Mauritanie	UNDAF	2012
	5.7. UNICEF		
414	Mauritania Country Programme 2012-2016	UNICEF	2011
415	HAC_MYR_2014_Mauritania	UNICEF	2014
416	UNICEF Mauritania Monthly SitRep - Jan 2014	UNICEF	2014
417	UNICEF Mauritania Monthly SitRep - November 2013	UNICEF	2013
418	UNICEF_Mauritania_SitRep_November_2012	UNICEF	2012
419	MICS_2011	UNICEF & UNFPA	2011
420	MICS_2011_full report	UNICEF & UNFPA	2011
421	MICS_2007_full report	UNICEF & UNFPA	2007
422	UNICEF_Mauritania_SitRep_September_2013	UNICEF	2013
423	UNICEF_Mauritania_Mid_Year_SitRep_July_2013	UNICEF	2013
424	UNICEF_Mauritania_SitRep_February_2013	UNICEF	2013
	5.8. SUN		
425	Summary Strategy 2012	SUN	2012
426	SUN - Compendium_Mauritania_2011	SUN	2011
	5.9. UNHCR		
427	Global Appeal 2012	UNHCR	2012
428	Global Appeal 2013	UNHCR	2013
429	Global Appeal 2014-2015	UNHCR	2014
430	Global Appeal 2015	UNHCR	2015
431	UNHCR Mauritania - Refugee info overview	UNHCR	2015
432	UNHCR Mauritania - Refugee data	UNHCR	2015
433	UNHCR - Mali Situation Update Feb 2015	UNHCR	2015

434	UNHCR - Mali Situation Update March 2015	UNHCR	2015
435	Operational Update - Jan 2015	UNHCR	2015
436	Operational Update - Feb 2015	UNHCR	2015
5.10. FAO			
437	GIEWS Country Brief Mauritania Jan 2015	FAO	2015
438	SOFA 2014	FAO	2014
439	Brief - Partnering to build resilience and FNS	FAO	-
5.11. ADB			
440	Mauritania - Based Results Country Strategy Paper 2011-2015	ADB	2011
5.12. World Bank			
441	Mauritania - Country partnership strategy for the period FY2014-2016	WB	2013
442	Mauritania - Country partnership strategy for the period FY2008-2011	WB	
443	Mauritania - Poverty reduction strategic paper	WB	2011
444	Mauritania Basic Education Sector Support Project (BESSP) (P126902)	WB	2014
5.13. Other			
445	Review of current and planned adaptation action in West Africa	Adaptation partnership	-
446	IFPRI - Global Hunger Index 2014	IFPRI	2014
447	OXFAM_Generalites_sur_la_securite_alimentaire_en_Mauritanie	OXFAM	2012
448	World Vision - Results of WVI household survey Mauritania	World Vision	2011
449	EU - Sahel strategy	EU	2011
450	MSF - stranded_in_the_desert_12_april_2013	MSF	2013
451	AU - African Nutritional Strategy 2005-2015	AU	2005
452	ISBK - Partnership strategy for Mauritania 2011-15	ISBK	2011
6. MAPS			
453	Mauritania - Emergency operations map	WFP	2014
454	Mauritania - Logistics map	WFP	2014
455	Mauritania - Reference map	WFP	2014
456	Mauritania - Security overview	WFP	2014
457	Mauritania UNHCR - Refugee camps	UNHCR	2015
458	FEWS-NET_Livelihood zones_2013	FEWS-NET	2013
459	West Africa Logistics Cluster overview	WFP	-
460	Red Cross - Floods map 2013	Red Cross	2013
461	UNHCR - Atlas Map 2005	UNHCR	2005
462	UNHCR - Senegal border map 2007	UNHCR	2007
463	Mauritania - VAM Map	WFP	-
464	Carte PRRO 200640	WFP	2015
465	Mauritania_All Projects Mapping AG-mars 2015	WFP	2015
466	FCS_Evolution sur 1 an_dec2013_dec2014	WFP	2015
7 - DATA			
467	CPE Mauritania - tables	WFP	2015

Annexe 8. Plan de communication des produits de l'évaluation

[Mauritania Country Portfolio Evaluation]

To be updated

Internal (WFP) Communications Plan

When Evaluation phase plus month/year	What Communication product/ information	To whom Target group or individual with name/position	What level Organizational level of communication e.g. strategic, operational, etc.	From whom Lead OEV staff with name/position	How Communication means e.g. meeting, interaction, etc.	Why Purpose of communication
TOR (April/May. 2015)	Full TOR TOR brief	OEV, CO, RB, HQ,	Strategic	Evaluation Manager (EM)	Meetings and written exchanges	Draft for comments / Final for information
Inception (June. 2015)	Full Report	CO, RB, HQ, CO stakeholders	Operational	EM	Written exchanges	Draft for comments / Final for information
Field work debrief (April 2015)	Aide-Memoire	EMG, CO, RB, HQ, CO stakeholders	Operational	Evaluation Team Leader (TL)	Meetings / Teleconference	For information
Report (August 2015)	Evaluation Report / SER / Evaluation Brief	EMG, CO, RB, HQ, CO stakeholders	All	EM, TL, OEV Director	- Draft report for comments through written exchanges. -Final Report for information through written exchanges. - Stakeholders' workshop / meeting with TL	Draft for comments / Final for information

External Communications Plan

When Evaluation phase plus month/year	What Communication product/ information	To whom Target organization or individual with name/positi on	What level Organizational level of communication e.g. strategic, operational, etc.	From whom Lead OEV staff with name/position	How Communication means e.g. meeting, interaction, etc.	Why Purpose of communication
TOR (May 2015)	Full TOR TOR brief	UN, GVT, partners, local donors, others	Strategic	CO / RB	Meetings / written exchanges	For information
Report (January 2016)	Findings / preliminary recommendations	Same	Operational / Strategic	TL / CO / RB	Stakeholders' workshop / meeting with TL	
Report (March 2016)	Evaluation Report / SER / Evaluation Brief	External stakeholders at national and regional levels	All	CO / RB	Meetings and dissemination of evaluation products.	For final information